



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA TRANSITION

PROJET DE LOI N° 014/2013

DU 23 OCTOBRE 2013

PORTANT LOI DE FINANCES

POUR 2014



IMPRIMERIE NATIONALE

2013

**PROJET DE LOI N° 014/2013
DU 23 OCTOBRE 2013
PORTANT LOI DE FINANCES
POUR 2014**



PRESIDENCE DE LA TRANSITION



**PROJET DE LOI N° 014/2013
DU 23 OCTOBRE 2013
PORTANT LOI DE FINANCES POUR 2014**



EXPOSE DES MOTIFS

La tenue des élections présidentielles et législatives marque l'achèvement de la Transition et le retour à l'ordre constitutionnel. Afin de redresser la situation existante, tout en renforçant les bases nécessaires pour la relance de l'économie, des mesures socio-économiques devraient être prises pour l'année 2014. Néanmoins, le retour des financements extérieurs, notamment l'appui budgétaire, restera incertain.

La persistance de la crise socio-politique combinée au faible dynamisme de l'économie mondiale a rendu l'économie nationale vulnérable, induisant ainsi une faible visibilité de l'environnement macroéconomique national. En outre, des bouleversements et déséquilibres d'ordre économique et budgétaire ont été constatés. Néanmoins, les mesures à court terme prises par le Gouvernement ont permis de maintenir la stabilité macroéconomique.

Dans ce contexte, le présent projet de Loi de Finances aura pour mot d'ordre l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques. Elle maintiendra la mise en œuvre de la politique de rigueur budgétaire dans la gestion des Finances Publiques. Toutefois, les dépenses relatives au fonctionnement de l'administration et celles à caractère social seront toujours prioritaires, afin de satisfaire les besoins de base de la population.

Ainsi, le projet de Loi de Finances 2014 constitue un socle permettant d'asseoir le programme du futur Gouvernement.

I. RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS POUR 2013

En 2013, les indicateurs économiques et financiers montrent un léger recul suite au ralentissement des activités économiques engendré par la crise socio-politique qui perdure ces quatre dernières années. Néanmoins, le taux de croissance économique reste positif, l'inflation maîtrisée et le déficit budgétaire soutenable.

Production

L'interférence du ralentissement de l'économie mondiale à l'instar des pays de la zone Euro, et la fréquence des catastrophes naturelles ont fragilisé l'économie malgache et rendu difficile la reprise d'une croissance économique forte et soutenue.

Toutefois, le taux de croissance est estimé à 2,4% (contre une prévision de 2,8% dans la Loi de Finances 2013 et une réalisation de 2,5% en 2012). Cette croissance résulte essentiellement de la bonne performance des activités du secteur secondaire.

La branche agriculture est affectée par l'invasion acridienne, la vétusté des infrastructures hydro-agricoles et les risques climatiques (sécheresse et cyclones successifs dont Haruna parmi le plus violent). La production agricole est ainsi moins performante avec un taux de -0,1% contre 3,8% en 2012. En dépit de ces circonstances, le secteur primaire garde une croissance positive de 0,9% (contre 1,5% en 2012) grâce au secteur de l'élevage et de la pêche qui affiche une croissance de 3,0% (contre 0,8% en 2012).

Le secteur secondaire maintient une position phare avec une hausse de 7,9% de sa production (contre 5,1% en 2012). Cette croissance est stimulée par le dynamisme croissant de l'industrie extractive et de l'agro-industrie. Les efforts de transformation locale, d'exportation de Nickel et de Cobalt, ainsi que la relance des activités sucrières expliquent en grande partie cette amélioration de performance.

Le secteur tertiaire enregistre une croissance de 2,4% contre 3,0% en 2012. La branche bancaire se démarque en affichant une croissance de 5,0%. Les croissances des branches liées au tourisme sont moindres.

Inflation et monnaie

Avec l'intervention continue de l'Etat pour le maintien des prix des carburants à la pompe, l'inflation a été contenue et atteint, en glissement annuel, 6,7% en 2013 contre 5,8% en 2012. Quant à l'évolution du cours de change de l'Ariary, la politique monétaire et de change prudente menée par la Banque Centrale a permis de stabiliser la valeur réelle de la monnaie nationale. En termes nominaux, l'Ariary s'est déprécié de 1,4% par rapport au Dollar US.

Finances publiques

Durant l'année 2013, la politique budgétaire restrictive a été maintenue et les dépenses ont été engagées en fonction des ressources disponibles. A fin 2013, le déficit public est estimé à 1,6% du PIB contre une prévision de 0,6% dans la Loi de Finances 2013 et 1,4% en 2012. Son financement a été largement assuré par les souscriptions en Bons de Trésor par Adjudication (BTA).

Le taux de pression fiscale est estimé à 9,7% du PIB (contre une prévision de 11,4% dans la Loi de Finances 2013 et une réalisation de 10,5% en 2012). La baisse des activités dans presque tous les secteurs a eu des impacts significatifs sur les recettes de l'Etat.

Les dépenses totales ont connu une contraction de l'ordre de 339,1 milliards d'Ariary par rapport à la prévision établie dans la Loi de Finances 2013. Les dépenses de solde ont été régulièrement honorées, tandis que les autres catégories de dépenses (Fonctionnement hors solde et Investissement) ont été réduites.

Secteur extérieur

En 2013, la situation des paiements extérieurs du pays s'est fortement détériorée par rapport à la réalisation de 2012. Le déficit de la balance des paiements a représenté 2,3% du PIB en 2013, contre 0,9 % en 2012, soit une détérioration de 1,4 points de pourcentage. Ce creusement du gap des paiements internationaux résulte essentiellement de la détérioration de la balance des opérations financières. En effet, si les flux d'Investissements Directs Etrangers se sont sensiblement contractés, les transactions sur les prêts et emprunts se sont soldées par une sortie des capitaux relativement importante.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR 2014

Après les élections présidentielles et législatives en 2013, la normalisation constitutionnelle sera attendue en 2014. Ceci va favoriser, d'une part, l'amélioration de l'environnement socio-politique, et d'autre part la relance économique. Toutefois, le retour des financements extérieurs sera incertain.

Objectifs en matière de croissance économique et d'inflation

Une croissance économique de 3,0% est prévue pour l'année 2014. Cette croissance sera tirée par la redynamisation des activités de production, et sera soutenue principalement par la bonne tenue des branches agriculture, élevage et pêche, l'amélioration des exportations de produits miniers, ainsi que la performance des secteurs télécommunications, banque, tourisme et transports.

Le secteur primaire devra croître de 1,5% grâce à la progression des branches agriculture (0,8%) et élevage et pêche (2,8%). Par ailleurs, la poursuite des efforts contre le trafic de bois précieux maintiendra l'évolution de la branche sylviculture à -1,0%.

Le secteur secondaire est le principal moteur de la croissance pour l'année 2014. En effet, un

accroissement de 10,5% sera attendu sous la forte impulsion des industries extractives (74,6%). Il ne faut cependant pas négliger l'expansion des branches en liaison avec l'agriculture (Agro-industrie 4,8%, Tabac 3,0%,...), ainsi que celles liées à la construction et aux Bâtiments et Travaux Publics (Industrie Métallique 3,0%, Matériaux de construction 3,3%...).

Le secteur tertiaire connaîtra également un essor de 2,5%. Cette performance résultera essentiellement du dynamisme des secteurs financiers (assurance 4,2%, banque 5,3%...). Les branches transports, notamment ceux des marchandises (3,4%), enregistrent aussi un développement sensible lié à l'expansion des industries minières.

L'inflation sera contenue à 6,2% en moyenne de période. Ce taux relativement bas est possible avec la poursuite de l'application de la politique de maintien des prix du carburant, et la conduite d'une politique monétaire appropriée.

Objectifs dans les Finances Publiques

Le secteur des Finances Publiques reste le principal instrument de l'Etat dans ce contexte économique et financier difficile qui prévaut. Les défis pour l'année 2014 se focaliseront sur le bon fonctionnement de l'administration et l'amélioration des conditions sociales.

Les projections de recettes pour 2014 resteront encore prudentes malgré des perspectives optimistes dans les activités de production. Le taux de pression fiscale sera de 10,7% du PIB, soit un niveau de recettes fiscales de 2712,4 milliards d'Ariary. Les recettes fiscales intérieures s'élèveront à 1493,7 milliards d'Ariary et les recettes douanières atteindront 1218,7 milliards d'Ariary. Quant aux recettes non fiscales, elles seront de 60,9 milliards d'Ariary. Par contre, les prévisions de dons resteront au même niveau qu'en 2013.

Les dépenses totales seront fixées en fonction du niveau du déficit budgétaire soutenable. Elles devront s'établir à 3479,3 milliards d'Ariary pour l'année 2014, soit une hausse de 5,2% par rapport à la Loi de Finances 2013. L'augmentation des dépenses d'investissement est surtout perceptible. En effet, les dépenses d'investissements publics s'élèveront à 811,5 milliards d'Ariary, dont 168,0 milliards d'Ariary assurés par les ressources intérieures et 643,5 milliards d'Ariary par les ressources extérieures. Quant aux dépenses courantes, elles se chiffreront à 2675,8 milliards d'Ariary dont 720,8 milliards d'Ariary pour les dépenses de fonctionnement et 1589,1 milliards d'Ariary pour les dépenses de personnel (dont 1505,6 milliards d'Ariary pour les dépenses de solde et 83,5 milliards d'Ariary pour les indemnités).

Ainsi, le déficit budgétaire (y compris dons) attendu est de 1,6% du PIB pour 2014, soit 409,2 milliards d'Ariary. Son financement sera à hauteur de 227,9 milliards d'Ariary en financement interne, dont 168,9 milliards d'Ariary par le système bancaire et 59,0 milliards d'Ariary par le système non-bancaire.

Prévision dans le Secteur Extérieur

Le solde de la balance des paiements sera légèrement excédentaire en 2014 représentant

0,6% du PIB. Cette performance sera attribuée à la bonne tenue des exportations de biens (+11,5%) et des services (+11,0%), ainsi que par l'augmentation des flux de transferts sans contrepartie reçus par le secteur privé résident. Une nette amélioration du solde des opérations sur prêts et emprunts y contribuera également positivement. En effet, si les exportations de biens seront notamment tirées par la forte croissance du secteur minier, le ralentissement des flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE) continuera en 2014. Les importations de biens seront surtout marquées par la progression des achats de produits pétroliers, du riz et des matières premières.

A. LES RECETTES

1. IMPOTS

En vue de concourir à la mise en œuvre de la relance économique, les principales modifications des dispositions fiscales pour l'année 2014 seront axées autour des mesures suivantes :

- l'élargissement de l'assiette par la formalisation du secteur informel à travers :
 - o l'imposition à l'impôt sur les revenus (IR) intermittent des exportateurs non immatriculés ainsi que des personnes non immatriculées qui vendent des produits locaux auprès des industriels et des exportateurs ;
 - o l'insertion d'une condition de déductibilité pour les charges relatives aux achats de produits locaux, effectués par les industriels et les exportateurs, auprès des personnes non immatriculées : le respect de l'obligation de retenue et de reversement de l'IR correspondant auxdits achats;
- la poursuite de mesures favorisant la traçabilité et la transparence des transactions et des activités des entités imposables à Madagascar par le biais de :
 - o la mise en évidence des dispositions concernant le prix de transfert;
 - o la formalisation des comptes courants d'associés au moyen d'une convention dûment enregistrée ;
 - o l'introduction de plus amples précisions sur les règles d'assiette ainsi que les obligations comptables se rapportant aux différents régimes d'imposition ;
 - o l'instauration de l'obligation pour toute entreprise ayant siège social, en dehors du lieu d'exploitation, de se présenter auprès du centre fiscal du lieu d'exploitation en début d'activité et lors de la fermeture de l'établissement dans ledit lieu ;
 - o l'obligation de tenue de :
 - comptabilité analytique et de fiches de stock pour les industriels ;
 - fiche de stock pour les commerçants assujettis à la TVA.

Les dispositions proposées comportent également l'admission du droit à déduction de certaines opérations effectuées auprès des fournisseurs non immatriculés. Par ailleurs, pour compléter les dispositions actuelles, quelques toilettages, mises à jour, rectifications d'erreurs matérielles, harmonisations et alignements avec d'autres textes ont été effectuées.

2. DOUANES

Dans le cadre du présent projet de Loi de Finances, l'Administration Douanière n'a initié que très peu d'amendement que ce soit au niveau du Code des Douanes ou celui du Tarif des Douanes. La vision étant que la législation douanière se doit d'être stable afin de permettre aux opérateurs d'anticiper l'avenir dans un cadre harmonieux.

2-1- SUR LE CODE DES DOUANES

La modification apportée au Code des Douanes concerne la réinsertion dans l'article 319 des obligations relatives à la gestion des entreprises en cas de sanction douanière. Cette disposition a été supprimée par erreur en 2009.

2-2- SUR LE TARIF DES DOUANES

Le respect des différents engagements de Madagascar à travers les intégrations régionales et l'Accord de Partenariat Economique intérimaire (APEi) avec l'Union Européenne, constitue un grand défi auquel le pays doit faire face.

Il y a donc lieu de procéder à l'adoption du tarif des douanes se rapportant à l'application de l'APEi et qui prend en compte les offres de Madagascar à compter de 2013 s'étalant jusqu'en 2022, et consistant en une baisse progressive du taux de droit de douane sur certains produits.

Par ailleurs, les modifications apportées au tarif national sont axées essentiellement sur la relance et sur le développement des industries nationales, sur l'appui au secteur de l'agriculture et de l'élevage, et au secteur social, dont la santé. Il s'agit de :

- l'harmonisation du taux du droit de douane sur les parties et accessoires à 10% ;
- l'exemption du droit de douane sur les lunettes correctrices ;
- la baisse du taux de droit de douane sur les quads étant donné sa possibilité d'être utilisés dans le secteur agricole;
- l'exemption du droit de douanes sur tous les produits originaires de la région de la SADC à l'exception des produits pétroliers relevant des positions 2710 et 2711 encore considérés comme produits sensibles.

Enfin, dans le cadre de l'interprétation et de l'application uniforme du Système Harmonisé de codification et de désignation des marchandises (SH), les récentes recommandations de l'Organisation Mondiale des Douanes seront insérées dans le tarif.

B. LES DEPENSES

1. ENVIRONNEMENT DES DEPENSES

Dans le contexte politique et socio-économique national actuel, le projet de Loi de Finances 2014 favorisera la promotion des activités économiques et commerciales à travers le soutien des secteurs ou filières porteurs. En effet, l'objectif est de promouvoir un climat favorable à la relance

économique suite au retour à l'ordre constitutionnel. En outre, la tenue des élections communales ainsi que le fonctionnement de l'administration figureront parmi les priorités pour l'année 2014.

Ainsi, les activités ci-après seront soutenues:

- la sécurité des biens et des personnes;
- la sécurité alimentaire;
- la production agricole et l'élevage;
- la facilitation de l'accès aux services de santé et d'éducation;
- la promotion des énergies renouvelables;
- l'adduction d'eau; et
- le développement du secteur touristique.

Dans le cadre du budget général, les dépenses publiques totales relatives au projet de Loi de Finances 2014 sont évaluées à 3116,2 milliards d'Ariary.

2. LES DEPENSES DE SOLDE

Les dépenses de solde sont passées de 1351,5 milliards d'Ariary au titre de l'année 2013 à 1505,6 milliards d'Ariary dans le projet de Loi de Finances 2014. Cette augmentation de la masse salariale se justifie, entre autres, par:

- la dotation de postes budgétaires pour les nouveaux agents admis par voie de concours;
- l'application des nouvelles mesures catégorielles et individuelles relatives à l'avancement, le reclassement et les départs à la retraite.

3. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS SOLDE

Les dépenses de fonctionnement hors solde du budget général enregistrent une baisse de 2,5% par rapport à la Loi de Finances 2013. En effet, elles passeront de 824,6 milliards d'Ariary à 804,3 milliards d'Ariary en 2014. Les dépenses en biens et services s'élèveront à 216,5 milliards d'Ariary, celles relatives aux transferts de 504,3 milliards d'Ariary tandis que les indemnités sont évaluées à 83,5 milliards d'Ariary.

4. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC (PIP)

Le Programme d'Investissement Public constitue l'instrument de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement. Les projets institutionnels et ministériels relatifs à leurs grandes orientations sectorielles respectives y sont retracés. Dans le cadre du budget général, les dépenses d'investissement public en 2014, sont évaluées à 806,3 milliards d'Ariary contre 744,0 milliards d'Ariary

en 2013. Cette augmentation résulte essentiellement de la hausse du financement externe, passant de 520,2 milliards l'année 2013 à 638,2 milliards d'Ariary en 2014.

S'agissant plus spécifiquement du financement externe en 2014, les emprunts seront augmentés de 55,7% comparé à l'année 2013, soit 340,9 milliards d'Ariary. Par contre, les subventions connaîtront une baisse de 1,3%, soit 297,3 milliards d'Ariary.

REPARTITION SECTORIELLE DU PIP EN 2014

La répartition sectorielle du programme d'investissement public se résume dans le tableau ci-après :

SECTEUR	FINANCEMENT		
	EXTERIEUR	INTERIEUR	ENSEMBLE
Productif	23,2%	2,8%	26,0%
Infrastructure	16,5%	4,6%	21,1%
Social	24,7%	4,6%	29,3%
Administratif	14,8%	8,8%	23,6%
TOTAL	79,2%	20,8%	100,0%

Secteurs Infrastructure et Productif

Le Secteur Infrastructure bénéficie de 21,1% de l'enveloppe totale du PIP. La grande partie du financement alloué à ce secteur est destinée à la poursuite de l'entretien des routes et des ouvrages d'art, à la promotion de l'énergie en particulier l'énergie alternative et renouvelable et à l'adduction d'eau potable surtout dans les zones rurales. La mise en œuvre de la politique de la sécurisation foncière sera renforcée.

Quant au Secteur Productif, le projet de Loi de Finances 2014 prévoit une enveloppe budgétaire de 26,0% de l'enveloppe globale du PIP. Le défi majeur de ce secteur, pour cette année, concerne le renforcement de la sécurité alimentaire: la lutte antiacridienne, la relance de la production agricole, l'entretien des infrastructures hydroagricoles, la promotion de l'élevage des zébus, des ovins, des caprins et des porcins et la lutte contre la maladie VARROA. La protection de l'environnement et la bonne gestion des ressources naturelles dont la lutte contre l'exploitation illicite des bois précieux resteront une préoccupation majeure du secteur pour 2014.

Secteurs Administratif et Social

Les secteurs Social et Administratif bénéficient d'un important soutien financier, soit 52,9% de l'enveloppe globale du PIP. A cet égard, les priorités devraient être traduites par des actions concrètes visant à encourager et à promouvoir le développement.

Le Secteur Social regroupe le domaine de l'Education, la Santé, le Sport et des actions ayant des impacts directs sur la population. Il est financé à concurrence de 29,3% du PIP. En matière d'éducation, les programmes entrepris (Plan Intérimaire de l'Education ou PIE) vont être consolidés et consistent essentiellement à l'amélioration du système éducatif: qualité de l'offre éducative à tous les niveaux. En ce qui concerne le secteur santé, la priorité porte sur l'accès de la population à des services de santé de base de qualité et la mise aux normes des infrastructures sanitaires. La mise en place des infrastructures sociales et économiques adaptées sera également poursuivie. Par ailleurs, l'accent est également mis sur d'autres types d'actions sociales visant à améliorer les conditions de vie de la population.

Le Secteur Administratif, quant à lui, représente 23,6% de l'enveloppe globale du PIP. De par la relance économique, l'Etat souligne l'importance de l'investissement par le renforcement de la sécurité publique, la lutte contre la corruption à travers la transparence et l'amélioration des prestations des services publics. Il y a également les activités de type multisectoriel, dont la réhabilitation ou construction de bâtiments administratifs et l'appui institutionnel. La finalité de ces actions visera la bonne gouvernance.

C. DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE

Le paiement à bonne date des échéances prévues dans les accords de prêt signés entre le Gouvernement malgache et les bailleurs de fonds extérieurs témoigne sa volonté d'honorer ses engagements envers les créanciers. Pour l'année 2014, le montant total à rembourser s'élèvera à 217,9 milliards d'Ariary dont 164,9 milliards d'Ariary en principal et 53,0 milliards d'Ariary en intérêts.

DETTE INTERIEURE

Dans le présent projet de Loi de Finances 2014, les dépenses destinées au paiement des charges de la dette intérieure se situeront à un niveau élevé par rapport à celles de 2013, en raison de la programmation dans le budget 2014 du règlement des arriérés vis-à-vis de la Banque Centrale.

Les charges de la dette intérieure s'élevant à 219,2 milliards d'Ariary, pour 2014, recouvreront, essentiellement, les intérêts sur les Bons du Trésor par Adjudication (BTA) d'un montant de 108,9 milliards d'Ariary et ceux afférents aux opérations de titrisations des créances de la Banque Centrale, qui se totaliseront à 109,4 milliards d'Ariary incluant les arriérés.

Le taux d'intérêts moyen pondéré global servi sur les opérations des BTA sera estimé à 6,9 % dans la prévision de la Loi de Finances 2014.

D. LES COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR

Les comptes de commerce s'équilibreront à 357,5 milliards d'Ariary, en recettes et en dépenses, dont 346,4 milliards d'Ariary pour les caisses de retraite.

Les prises de participation de l'Etat aux entreprises nationales seront caractérisées essentiellement par la participation dans l'augmentation en capital de la Compagnie Air Madagascar d'un montant de 25,2 milliards d'Ariary. Par ailleurs, la contribution de l'Etat aux organismes internationaux, au titre de l'année 2014, s'élèveront à 17,5 milliards d'Ariary dont 12,6 milliards se feront à l'aide de Bons du Trésor.

En ce qui concerne les comptes de prêts, une enveloppe de crédit de 42,5 milliards d'Ariary est inscrite dans le budget 2014, afin de procéder à la régularisation des octrois de prêts à des sociétés nationales.

E. LES AIDES GENERATRICES DE FONDS DE CONTRE-VALEUR (FCV)

La reconstitution de fonds de contre-valeur (FCV) générés par la rétrocession des aides extérieures est estimée à 1,9 milliards d'Ariary.

F. LES OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE

Le financement intérieur du déficit sera assuré, en grande partie, par des émissions des Bons du Trésor par Adjudication auprès des secteurs bancaire et non bancaire, à concurrence de 2106,6 milliards d'Ariary. Toutefois, les remboursements à effectuer, en contre partie, s'élèveront à 1988,6 milliards d'Ariary. A cet effet, l'encours de BTA augmentera de 118,0 milliards d'Ariary durant 2014.

En ce qui concerne la partie externe, le financement provenant des partenaires étrangers, sous forme de prêts, sera en hausse par rapport à l'enveloppe de 2013. Ces apports, évalués à 346,1 milliards d'Ariary, seront destinés principalement à l'appui des projets sociaux, à savoir, la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire ainsi qu'au financement du secteur productif (l'agriculture et les infrastructures routières).

Tel est, l'objet du présent projet de Loi



FIADIDIANA NY TETEZAMITA



VOLAVOLAN-DALÀNA LAHARANA FAHA-014/2013

TAMIN'NY 23 OKTOBRA 2013

MIFEHY NY LALANA NY FITANTANAM-BOLAM-PANJAKANA AMIN'NY TAONA 2014



FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny fahatanterahan'ny fifidianana Filoham-pirenena sy Solombavam-bahoaka dia hanamarika ny fahataperan'ny Tetezamita sy ny fiverenan'ny filaminana manaraka ny Lalam-panorenana. Mba hanarenana ny zava-misy ankehitriny, no sady hanamafisana ireo fototra ilaina mba hanentanana indray ny fiharian-karena, dia tokony hisy fepetra entitra ara-toekarena sy ara-tsosialy raisina amin'ny taona 2014. Na dia izany aza anefa dia tsy mbola andrandraina ny fiverenan'ireo famatsiam-bola avy any ivelany, anatin'izany ny fanampiana ara-tetibola.

Ny fitarazoan'ny fahasahiranana ara-tsosialy sy ara-politika ary ny tsy fahampian'ny fahavitrian'ny toekarena maneran-tany, no nitarika ny toekarena anatin'ny harefo, izay mahatonga ny fanjavozavoana eo amin'ny tontolon'ny toekarem-pirenena amin'ny ankapobeny. Ankoatra izay dia tsikaritra ny fisian'ny fikorontanana sy ny tsy fifandanjana ara-toekarena sy ara-tetibola. Na izany aza ny Governemanta dia nandray ireo fepetra ao anaty fe-potoana fohy ezaka mba hitazonana ny fahamarinan-toeran'ny harifaobe.

Arak'ireo toe-draharaha voalaza ireo, ny teny baiko amin'ity Volavolan-dalàna mifehy ny Fitantanambolam-panjakana ity dia ny fahombiazana sy ny fahatomombanan'ny fandaniem-bolam-panjakana. Ity lalàna ity dia mitazona ny fampiharana ny politikam-pitsitsiana eo amin'ny fitantanambolam-panjakana. Nefa kosa ireo fandania mikasika ny fampandehanan-draharaham-panjakana sy ireo manana endrika ara-tsosialy dia hapetraka ho laharam-pahamehana mba ahafahana manome fahafaham-po ny vahoaka, manoloana ireo filàna fototry ny mponina.

Araka izany, ny Volavolan-dalàna mifehy ny Fitantanambolam-panjakana 2014 no fototra hiorenan'ny fandaharanasa sahanin'ny Governemanta ho avy.

I. VOKATRA ARA-TOEKARENA SY ARA-BOLA TAMIN'NY TAONA 2013

Ireo tondro ara-toekarena sy ara-bola tamin'ny taona 2013 dia nahitana fihenana kely noho ny faharisarisan'ny asa fihariana nateraky ny fitarazohan'ny fahasahiranana ara-tsosialy sy ara-politika tao anatin'izay efa-taona izay. Na izany aza, ny tahatombon'ny harikarena faobe dia miabo hatrany, voafehy ny fisondrotry ny vidim-piainana ary voatana ny fatiantoka ara-tetibola.

Sehatra Famokarana

Ny fifandrian' ny fihisan'ny toekarena maneran-tany, toa ireo firenena mampiasa ny Euro, sy ny loza ara-boajanahary izay niseho matetika no namparefo ny toekarena malagasy sy nahasarotra ny fiverenan'ny fitombon'ny harikarena mafy sady tsara fototra.

Na izany aza, ny tahatombon'ny harikarena faobe dia tomanana ho 2,4% (raha 2,8% ny vinavina tao anatin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanambolam-panjakana ny taona 2013 ary 2,5% tamin'ny taona 2012). Izany fitomboana izany dia vokatry ny fahatsaran'ny zava-bita tao amin'ny seha-pamokarana faharoa.

Ny sampana fambolena dia niaran'ny fihanakin'ny valala, ny fahanteran'ny fotodrafitrasan'ny tamba-jotran-drano ary ireo loza vokatry ny toetrandro (hain-tany sy ireo rivo-doza nifanesy ka i "Haruna" no anisany tena nahery vaika). Ny famokarana ara-pambolena dia hita fa nisy fihenana, izay niiba ho -0,1% ny tahatombony raha 3,8% izany tamin'ny taona 2012. Na dia teo aza ireo tranga ireo, ny seha-pamokarana voalohany dia nitana ny fitomboana 0,9% (raha 1,5% ny taona 2012), izay azo avy amin'ny sehatra fiompiana sy jono nahitana ny tahatombo 3,0%(raha 0,8% ny taona 2012).

Ny seha-pamokarana faharoa dia mitana hatrany ny toerana tsara indrindra, izay nahitana fihakarana 7,9% (raha 5,1% ny taona 2012). Io fitomboana io dia vokatry ny fahavitrihan'ny indostria mitrandraka ny harena an-kibon'ny tany sy ny indostria mifandraika amin'ny fambolena. Ireo ezaka tamin'ny fanodinana eto an-toerana sy ny fanondranana Nikela sy Kobalta ary koa ny fanentanana ny asa famokarana siramamy dia manazava bebe kokoa ny fahatsaran'ny ezaka vita.

Ny seha-pamokarana fahatelo dia nahitana fitomboana 2,4% raha 3,0% ny taona 2012. Misongadina ny sampam-pamokarana banky izay ahitana fitomboana 5,0%. Kely kosa ny fitomboana eo amin'ireo sampana mifandray amin'ny fizahan-tany.

Fisondrotry ny vidim-piainana sy ny vola

Noho ny fitohizan'ny firosahan'ny Fanjakana an-tsehatra mba hitazonana ny vidin-tsolika eny amin'ny mpitsinjara dia voafehy sy voatana ny taha-pisondrotan'ny vidim-piainana isan-taona, 6,7% izany ny taona 2013 raha 5,8% ny taona 2012. Raha ny momba ny fivoaran'ny sandam-pifanakalozambola malagasy, ny fahamalinana teo amin'ny politika ara-bola sy ara-pifanakalozana nampihariny Banky Foibe no nahafahana nitazona ny sandam-bola anatin'ny. Raha araky ny vidiny andavanandro dia nihen-danja 1,4% ny Ariary raha oharina amin'ny Dolara amerikana.

Sehatry ny fitantanambolam-panjakana

Nandritry ny taona 2013 dia notazomina ny politika famerana ny fandanium-bolam-panjakana. Ny fandaniuma dia noraiketina arakaraky ny fidiram-bola misy. Amin'ny farany taona 2013, ny fatiantokin'ny fanjakana dia novinavinaina ho 1,6% ny harikarena faobe raha 0,6% izany tao amin'ny vinavina tao amin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana 2013 ary 1,4% ny taona 2012 . Ny famatsiana izany fatiantoka izany dia azo avy amin'ireo fanononana amin'ny taratasim-bolan'ny Tahirimbolam-panjakana (BTA).

Ny tahan'ny tsindrin-ketra dia heverina ho 9,7% (raha toa ka 11,4% izany tamin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana 2013 ary 10,5% tamin'ny taona 2012). Ny fihenana'ny lahasa fihariana eo amin'ny ankamaroan'ny sehatra fihariana dia nisy fiantraikany lehibe eo amin'ny fidiram-bolam-panjakana.

Ny fandaniuma amin'ny ankapobeny dia nisy fihenana manodidina ny 339,1 lavitrisa Ariary raha oharina tamin'ny vinavina natao tao amin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana 2013. Ny fandaniuma momba ny karama dia tontosa ara-potoana, ary ireo fandaniuma hafa (toy ny fampandehanan-draharaha ankoatra ny karama sy ny fampiasam-bola) dia nihena.

Sehatra ivelany

Nandritry ny taona 2013, ny toetry ny fifanakalozana ivelany dia hita fa niharatsy hatrany raha oharina tamin'ny taona 2012. Ny fatiantoky ny toe-danja-pifanakalozana ivelany dia nahatratra 2,3%-n' ny harikarena faobe ny taona 2013, raha toa ka 0,9% izany ny taona 2012, izany hoe nisy fahaverezana 1,4 isan-jato. Izany fihitaran'ny fatiantoka eo amin'ny fifanakalozana ivelany izany dia vokatin'ny faharatsian'ny toe-danja-pifanakalozana ara-bola. Arak'izany, raha toa ka somary nihena ny fivezivezen'ny fampiasam-bola mivantana avy any ivelany, ny fifanakalozana eo amin'ny fampindramam-bola sy ny fisamboram-bola kosa dia nitarika ny fivoahan'ny renivola tsy miompampana loatra.

II. VINAVINA ARA-TOEKARENA SY ARA-BOLA HO AN'NY TAONA 2014

Aorian'ny fifidianana filoham-pirenena sy solom-bavam-bahoaka ny taona 2013 dia antenaina ny fiverenana amin'ny Lalam-panorenana amin'ny taona 2014. Izany dia hitondra, andaniny, fanatsarana ny tontolo ara-tsosialy sy ara-politika, ankilany ny fanomezana ainga vao indray ny toekarena. Na izany aza anefa mbola tsy azo heritreretina ny fiverenan'ny famatsiam-bola avy any ivelany.

Tanjona momba ny fitomboan'ny harikarena faobe sy ny vidim-piainana

Ny fitomboan'ny harikarena ho an'ny taona 2014 dia tomanana ho 3,0%. Izany dia noho ny fahavitrihan'ireo seha-pamokarana rehetra indray, ka hotohanana'ny fahatsaran'ny sehatry ny fambolena, ny fiompiana, ny jono, ny fanondranana vokatry ny harena ankibon'ny tany, ny fahatrarana ny tanjona eo amin'ny sampam-pifandraisan-davitra, ny banky, ny fizahan-tany ary ny fitaterana.

Ny seha-pamokarana voalohany dia hitombo 1,5% noho ny fivoaran'ireo sampam-pamokarana fambolena (0,8%) sy fiompiana- jono (2,8%). Ankoatra izay, ny fanohizana ny ezaka efa natao amin'ny ady amin'ny fanondranana an-tsokosoko hazo sarobidy dia hametra ny fivoaran'ny sehatry ny fitrandrahana hazo ho -1,0%.

Ny seha-pamokarana faharoa no tena ho fototra iorenan'ny fihatsaran'ny toekarena amin'ny taona 2014. Heverina mantsy fa ho 10,5% ny fitomboan'io sehatra io, ka ny sehatry ny fitrandrahana harena an-kibon'ny tany (74,6%) no tena hiantsooka izany. Tsy azo hamaivanina koa anefa ny fivoarana izay hisy eo amin'ireo sampana miankina amin'ny fambolena (Indostria fanodinana vokatra 4,8%, famokarana paraky 3,0%,...) sy izay mifandray amin'ny fanorenana sy ny asa vaventy (Indostrian'ny vy 3,0%, akora fanorenana 3,3%...).

Ny seha-pamokarana fahatelo dia hisy fitomboana 2,5%. Izany dia vokatry ny fahavitrihan'ny sehatra ara-bola indrindra indrindra (fiantohana 4,2%, banky 5,3%...). Ny sehatry ny fitaterana ihany koa, indrindra ny fitaterana entana (3,4%), dia ahitana fivoarana azo tsapain-tanana izay azo avy amin'ny fiomboan'ny indostria mitrandraka harena ankibon'ny tany.

Voatazona ho 6,2% ny fitomboan'ny vidim-piainana antenantenam-potoana. Io taha ambany io dia azo avy amin'ny fampiharana ny paikady fitazomana ny vidin-tsolika, sy ny politika ara-bola mari-pototra.

Tanjona eo amin'ny sehatry ny fitantanam-bolam-panjakana

Ny sehatry ny fitantanambolam-panjakana no tena fitaovana ampiasain'ny Fanjakana hiatrehana ireo toe-javatra sarotra eo amin'ny lafiny ara- toekarena sy ara-bola. Ireo fanamby ho an'ny taona 2014 dia miompana amin'ny fampandehanana tsara ny raharaham-panjakana sy ny fanatsarana ny lafiny ara-tsosialy.

Ny faminavinana ny vola miditra amin'ny taona 2014 dia nijanona ho malina hatrany na dia mahavelom-panantenana aza ny vinavina amin'ny asam-pamokarana. Ny tahan'ny tsindrin-ketra dia hahatratra 10,7% n'ny harifaobe, izany hoe vola miditra avy amin'ny hetra mitentina 2712,4 miliara Ariary. Ny vola miditra avy amin'ny hetra anatin'ny dia ho 1493,7 miliara Ariary ary ny vola miditra amin'ny faditseranana kosa ho 1218,7 miliara Ariary. Ny vola miditra ankoatry ny hetra kosa dia hitentina 60,9 miliara Ariary. Ny vinavina amin'ny fanomezana kosa dia hitovitovy amin'ny taona 2013.

Ny fandaniahana rehetra kosa dia tazonina amin'ny fetra ahafahana mizaka ny fatiantoka ara-tetibola. Izany dia voafaritry ho 3479,3 miliara Ariary mandritry ny taona 2014, izany hoe hitombo 5,2% raha oharina amin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanambolam-panjakana 2013. Tsapa fa hitombo ihany koa ny fandaniahana amin'ny hanapamokarana ary ahatratra 811,5 miliara Ariary, ka ny 168,0 miliara Ariary dia avy amin'ny loharanom-bola anatin'ny ary ny 643,5 miliara Ariary dia avy amin'ny loharanom-bola ivelany. Ireo fandaniahana andavanandro kosa dia hitentina 2667,8 miliara Ariary ka 712,8 miliara Ariary dia hatokana amin'ny fampandehanan-draharaha ary 1589,1 miliara Ariary ho an'ny mpiasa (ka ny 1505,6 milliards d'Ariary dia ho an'ny karama ary ny 83,5 milliards d'Ariary ho an'ny tambinkarama).

Araka izany, ny fatiantoky ny tetibolam-panjakana (ao anatin'izany ny fanomezana) andrasana

dia 1,6%n'ny harifaobe 2014, izany hoe 409,2 miliara Ariary. Ny famatsiana izany dia hahatratra 227,9 miliara Ariary avy amin'ny famatsiam-bola anatiny, ka ny 168,9 miliara Ariary dia avy amin'ny banky ary ny 59,0 miliara Ariary dia ivelan'ny banky.

Vinavina ho an'ny sehatra ivelany

Ny fifandanjan'ny toe-danja-pifanakalozana ivelany dia hisy ambim-bava kely amin'ny taona 2014, maneho 0,6%n'ny harifaobe. Izany fahombiazana izany dia avy amin'ny fivoaran'ny fanondranana entana (+11,5 %) sy asa aman-draharaha (+11,0 %), ary avy amin'ny fitombon'ny famindrana vola tsy misy tambiny voarain'ny sehatra tsy miankina eto an-toerana. Ny fihatsarana misongadina eo amin'ny toe-danja fampindramana sy findramana vola dia anisan'ny hitondra voka-tsoa lehibe koa ho amin'io sehatra io. Araka izany, raha avy amin'ny firoborobon'ny fitrandrahana harena ankibon'ny tany ny fiakaran'ny fanondranana entana, ny fihisan'ny fidiran'ny fampiasam-bola mivantana avy any ivelany kosa dia mbola hitohy amin'ny taona 2014. Ny fiakaran'ny fividianana solika sy vary ary akora fototra dia manamarika ny fanafarana entana.

A. NY VOLA MIDITRA

1. HETRA

Ho an'ny taona 2014, ho fanentanana indray ny toekarena, ireo foto-panovana amin'ny fepetra mikasika ny hetra dia haompana amin'ireto fepetra manaraka ireto :

- fampitomboana ny sehatra ampiharana ny famerana ny hetra ho fampanarahan-dalàna ny sehatr'asa madinika tsy mandoa hetra amin'ny alalan'ny :
 - o hetra amin'ny alalan'ny fampiharana ny hetra amin'ny vola miditra (IR) mitsitapitapin'ireo mpanondrana entana tsy manana laharam-pamantarana izay mivarotra ireo vokatra eto an-toerana amin'ireo mpanao tao-zava-baventy sy ireo mpanondrana;
 - o fampidirana ny fepetra ahafahana manala ireo fandaniana mifandraika amin'ny fividianana vokatra eto an-toerana ho an'ireo mpanao tao-zava-baventy sy ireo mpanondrana, amin'ireo olona tsy manana laharam-pamantarana : ho fanajana ny andraikitra amin'ny fanalana sy ny fandrotsahana ny hetra amin'ny vola miditra mifanaraka amin'ireo fividianana ireo;
- fanohizana ireo fepetra ahafahana manaraka sy mampangarahara ireo fifanakalozana ary ireo asa ataon'ny mpandraharaha voan'ny hetra eto Madagasikara amin'ny alalan'ny:
 - o fanasongadinana ireo fepetra mikasika ny saram-pamindrana ;
 - o fandrafetana fifanarahana tsy maintsy voarakitra eny amin'ny sampan-draharahan'ny hetra ho an'ny kaonty tsotran'ny mpiombon'antoka;
 - o fampidirana fanazavana misimisy kokoa amin'ireo fitsipika famerana ary koa ireo andraikitra amin'ny fitanan-kaonty mikasika ireo fomba fameran-ketra isan-karazany;
 - o fametrahana ny fepetra ho an'ny orinasa tsy ankanavaka manana foibe toerana

ivelan'ny toeram-pamokarana, mba hanantona ny ivo-ketra misy ny toeram-pamokarana amin'ny fanombohana ny asa sy amin'ny fanakatonana orinasa ao amin'io toerana io;

- andraikitra hitazona:
 - fitanan-kaonty analitika sy taratasy momba ny tahirin'entana ho an'ireo mpanao tao-zava-baventy;
 - taratasy momba ny tahirin'entana ho an'ireo mpivarotra iharan'ny haba amin'ny tataom-bidy (TVA).

Ireo fepetra naroso dia ahazoana ihany koa fahafahana manala ireo raharaha sasantsasany natao tamin'ireo mpivarotra tsy manana laharam-pamantarana.

Natao ihany koa, ho famenoana ireo fepetra ankehitriny, fanadiovana, fampanarahana toetr'andro fanitsiana ireo fahadisoana ara-materialy, fandrindrana sy fampitoviana amin'ireo lalàna hafa.

2. FADITSERANANA

Ao anatin'ity sehatry ny Volavolan-dalàna mifehy ny fitantanambolam-panjakana ity, dia tsy misy fanovana firy nataon'ny sampan-draharahan'ny faditseranana na ny mahakasika ny fehezandalànan'ny faditseranana izany na ny mahakasika ny lazambidy izany. Ny tanjona dia ny fametrahana lalàna mitombina tsara mifehy ny faditseranana mba ahafahan'ireo mpandraharaha mitsinjo ny ho avy ao anaty rafitra mirindra.

2-1- FEHEZAN-DALANA MOMBA NY FADITSERANANA

Ny fanovàna nentina tao anatin'ny fehezandalànan'ny faditseranana dia mahakasika ny famerenana ny andalana faha-319 mahakasika ny fitantanana ny orinasa raha toa ka misy sazy nomen'ny faditseranana. Io fepetra io dia, voafafa tsy nahy tamin'ny 2009.

2-2- LAZAM-BIDY MOMBA NY FADITSERANANA

Ireo fanajana ireo fanekena isan-karazany nosoniavin'i Madagasikara tao anatin ny vondron' ny firenena manodidina sy ny Accord de Partenariat Economique intérimaire, dia fanamby lehibe izay tsy maintsy hatrehiny.

Koa misy fepetra noraisina amin'ny lazambidin'ny faditseranana, miompana indrindra amin'ny fampiharana ny APEi, izay manamarika ny tolotra nataon'i Madagasikara nanomboka ny 2013 hatramin'ny 2022, ary mahakasika ny fampidinana miandalana ny tahan'ny habatseranana amin'ny entana sasantsasany.

Etsy andanin'izany, dia nasiam-panovana koa ny lazambidy nasionaly miantraika any amin'ny sehatra famokarana toy ny fambolena sy ny fiompiana, ary ny sehatra sosialy toy ny fahasalamana. Ireto avy ireo fanovana ireo:

- fandrindrana ny tahan'ny habatseranana hoan'ny ampahany, kojakoja ary singa miditra vitsivitsy ;

- fanafoanana ny habatseranana hoan'ny solomaso fanitsina ;
- fampihenana ny tahan'ny habatseranana hoan'ny QUADS, noho izy mety ampiasaina amin'ny fambolena;
- fanafoanana ny habatseranana amin'ireo entam-barotra avy ao amin'ny faritra SADC, afatsy ny vokatra azo avy amin'ny solika ao amin'ny sokajy 2710 sy 2711, izay heverina fa manahirana ny fanalalahana ny fifanakalozana azy, noho ny fampiharana ny varotra malalaka ao anaty faritra.

Ary farany, mbola ao anaty fahazoana sy fampiharana mirindra ny Système Harmonisé, dia misy fanitsina vaovao atao ao anaty lazambidin'ny faditseranana.

B. NY FANDANIANA

1. NY TONTOLON'NY FANDANIANA

Ao anatin'ny toe-draharaha ara-politika sy ara-toekarena ary ara-tsosialy hiainantsika ankehitriny, ny Lalàna mifehy ny Fitantanambolam-panjakana 2014 dia manome vahana ny fampiroboroboana ny asa fihariana ara-toekarena sy ara-barotra amin'ny alàlan'ny fanohanana ireo sehatra na làlam-pamokarana be vokatra. Araka izany, ny tanjona dia ny hampiroborobo ny tontolo ahafahana mampientana ny toekarena aorian'ny fiverenana amin'ny filaminana manaraka ny Lalampanorenana. Etsy andaniny, ny firosoana amin'ny fifidianana eny anivon'ny kaominina ary koa ny fampandehanana ny asam-panjakana dia tafiditra ao anatin'ny vaindohan-draharaha ho amin'ny taona 2014.

Noho izany, tohanana ireto lahasa manaraka ireto:

- ny fiarovana ny olona sy ny fananany;
- ny fahampiana ara-tsakafo;
- ny fambolena sy ny fiompiana;
- ny fanamorana ny fahazoana fitsaboana sy fampianarana;
- ny fampiroboroboana ny angovo azo havaozina;
- ny fitarihan-drano;
- ny fampandrosoana ny sehatry ny fizahan-tany.

Mikasika ny tetibola ankapobeny, ny fitambaran'ny fandanian'ny Fanjakana ao amin'ny Lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana 2014 dia hitentina 3116,2 miliara Ariary.

2. NY FANDANIANA MOMBA NY KARAMA

Ny fandania momba ny karama dia nitentina 1351,5 miliara Ariary ny taona 2013, raha toa ka 1505,6 miliara Ariary izany ao amin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanambolam-panjakana 2014. Izany fiakaran'ny antonta-karama izany dia voamarina noho ny:

- fanolorana tetibola handraisana ireo vao afaka fifaninanana hiditra ho mpiasam-panjakana;

- fampiharana ireo fepetra vavao mikasika ny fisondrotana grady sy ny fiakarana sokajin'asa ary ireo vatsy omena ireo mpiasam-panjakana handeha hisotro ronono.

3. NY FANDANIANA AMIN'NY FAMPANDEHANAN-DRAHARAH

Ny fandaniahana momba ny fampandehanan-draharaha ankoatry ny karama ao amin'ny tetibola ankapobeny dia ahitana fihenana 2,5% raha oharina amin'ny Lalàna mifehy ny Fitantanambolam-panjakana 2013. Araka izany, raha toa ka 824,6 miliara Ariary izany ny taona 2013, dia nihena ho 804,3 miliara Ariary ny taona 2014. Ny fandaniahana momba ny entana sy ny raharaha dia tomanana ho 216,5 miliara Ariary, ny mifandraika amin'ny famindram-bola kosa dia 504,3 miliara Ariary, raha toa ka 83,5 miliara Ariary kosa ny tambin-karama.

4. NY FANDANIANA HO AN'NY HANA-PAMOKARAM-PANJAKANA

NY FANDAHARAN'ASA FAMPISAMBOLAM-PANJAKANA (FFBP)

Fitaovana enti-manatanteraka ny politikan'ny fitondram-panjakana ny FFBP. Hita soritra anatin'izany ireo tetikasan'ireo Andrimpanjakana sy ireo Ministera. Mikasika ny tetibola ankapobeny, ny fitambaran'ny fandaniahana momba ny hana-pamokaram-panjakana ho an'ny taona 2014, dia ahatratra 806,3 miliara Ariary, raha 744,0 miliara Ariary ny taona 2013. Izany fiakarana izany dia vokatry ny fitomboan'ny famatsiambola avy any ivelany, izay nitentina 520,2 miliara ny taona 2013 ary tomanana ho 638,2 miliara Ariary amin'ny taona 2014.

Raha ny momba ny famatsiambola avy any ivelany amin'ny taona 2014, ireo fisamboram-bola dia hiakatra 55,7% raha oharina amin'ny 2013, izany hoe hitentina 340,9 miliara Ariary. Ireo fanampiana ara-bola kosa dia ahitana fidinana 1,3%, izany hoe mitentina 297,3 miliara Ariary.

FITSINJARAN'NY FFBP ISAN-TSEHATRA AMIN'NY 2014

Ity tabilao manaraka ity dia maneho ny fitsinjaran'ny FFBP:

SEHATRA	FAMATSIAM-BOLA		
	IVELANY	ANATINY	FITAMBARANY
Famokarana	23,2%	2,8%	26,0%
Fotodrafitr'asa	16,5%	4,6%	21,1%
Sosialy	24,7%	4,6%	29,3%
Fitantanan-draharaha	14,8%	8,8%	23,6%
TOTALINY	79,2%	20,8%	100,0%

Sehatra fotodrafitr'asa sy famokarana

Ny Sehatra Fotodrafitrasa dia nahazo ny 21,1%-n'ny vola natokana ho an'ny FFBP. Ny ampahany lehibe amin'ny famatsiam-bola nomena an'ity sehatra ity dia nahompana ho amin'ny fikojakojana ireo lalana sy ireo tao-zava-baventy, ho amin'ny fampiroboroboana ny angovo, indrindra ny angovo fanolo sy azo avaozina, ho amin'ny famatsian-drano fisotro madio, indrindra fa ny any amin'ny faritra ambanivohitra. Ny fanatanterahana ny politikan'ny fiarovana ny fananantany dia ho hamafisina.

Raha ny momba ny Sehatry ny Famokarana indray, ny Lalana mifehy ny Fitantanambolampanjakana 2014 dia manokana ny 26,0%-n'ny vola natokana ho an'ny FFBP. Ny fanamby lehibe kendren'ity sehatra ity dia mahakasika ny fanamafisana ny fiahiana ara-tsakafa, toy ny ady amin'ny valala, ny fanentanana indray ny vokam-pambolena sy ny fikojakojana ireo fotodrafitrasa ara-pambolena, ny fampiroboroboana ny fiompiana omby, ondry sy osy ary kisoa ary ny fiadiana amin'ny aretin'ny tantely VARROA. Hijanona ho vaindohan-draharahan'io seham-pamokarana io, ho an'ny taona 2014, ny fiarovana ny tontolo iainana sy ny fanatsarana ny fitantanana ireo harena voajanahary, anisan'izany ny fiadiana amin'ny fitrandrahana tsy ara-dalàna ireo hazo saro-bidy.

Sehatra sosialy sy fitantanana-draharaha

Ny Sehatra Sosialy sy Fandraharahana dia hahazo fanohanana lehibe ara-bola, hatramin'ny 52,9%-n'ny sorabola ankapobe natokana ho amin'ny fandaharan'asa fampiasam-bolampanjakana (FFBP). Araka izany, ny laharam-pahamehana dia tsy maintsy havoitra amin'ny asa azo tsapain-tànana izay mikendry ny famporisihana sy ny fampiroboroboana ny fampandrosoana.

Ny Sehatra Sosialy dia ivondronan'ny tontolon'ny ny fanabeazana, ny fahasalamana sy ny fanatanjahantena ary ireo asa misy fiatraikany mivantana amin'ny mponina. Voavatsy ara-bola hatramin'ny 29,3%-n'ny FFBP io sehatra io. Eo amin'ny lafiny fanabeazana, tokony hamafisina ireo fandaharan'asa (Drafitra Vonjimaika ho an'ny Fanabeazana na PIE) efa natomboka, ary izany dia mikasika indrindra ny fanatsarana ny rafim-pampianarana: fanatsarana ny fanabeazana atolotra isaky ny ambaratonga. Momba ny sehatry ny fahasalamana indray, atao laharam-pahamehana ny hahafahan'ny olona rehetra mahazo ireo fitsaboana fototra ara-dalana sy ny fampanaraham-penitra ireo fotodrafitrasa momba ny fahasalamana. Tohizana ihany koa ny fametrahana ireo fotodrafitrasa ara-tsosialy sy ara-toekarena sahaza. Ankoatr'izany, asiana tsindrim-peo manokana koa ireo asa sosialy hafa mikendry ny fanatsarana ny fiainam-bahoaka.

Ny Sehatra Fandraharahana kosa dia mahatratra 23,6%-n'ny sorabola ankapoben' ny FFBP. Amin'ny alalan'ny fanomezana ainga vao ny toekarena, ny Fanjakana dia manasongadina ny toeran'ny fampiasam-bola amin'ny alalan'ny fanamafisana orina ny fandriampahalemana sy ny ady amin'ny kolikoly ao anatin'ny fangarahana sy ny fampiroboroboana ny fisahanan-draharaham-panjakana. Ao ihany koa ireo asa mahasahana sehatra maro, toy ny fanarenana na fanorenana tranom-panjakana ary ny fanohana rafi-panjakana. Ny tanjona amin'izany dia mikendry ny Fanjakana tsara tantana.

C. NY TROSAM-PANJAKANA

TROSA IVELANY

Ny fandoavana ara-potoana ny trosa voalaza ao anatin'ny fifanarahana nosoniavin'ny Governemanta Malagasy sy ny mpamatsy vola avy any ivelany, dia manamarika ny finiavan'ny fanjakana hanaja ny fifanarahany tamin'ny mpampitrosa. Ho an'ny taona 2014, ny fitambaran'ny trosa hoefaina dia hitentina 217,9 miliara Ariary ka ny 164,9 miliara Ariary amin'izany no renivola ary 53,0 miliara kosa ny zanabola.

TROSA ANATINY

Ao amin'ny lalàna mifehy ny fitantanambolam-panjakana 2014, ny fandaniana amin'ny fandoavana ny zanabola amin'ny trosa anatiny dia hitombo raha oharina ny tamin'ny taona 2013, noho ny fampidirana ao amin'ny tetibola 2014 ny fandoavana ny vary mangatsiaka amin'ny Banky Foibe.

Ny zanabola amin'ny trosa anatiny aloa amin'ny taona 2014, izay hitentina 219,2 miliara Ariary ,dia mahakasika indrindra ny zanabola avy amin'ny “Bons du Trésor par Adjudication” (BTA) mahatratra 108,9 miliara Ariary sy ny zanabola avy amin'ny famadihana ho taratasim-bola ny trosan'ny Banky Foibe amin'ny Fanjakana mitontaly 109,4 miliara Ariary, ka ao anatin'izany ny vary mangatsiaka.

Ny salan'ny tahan'ny zanabola amin'ny ankapobeny mikasika ny « BTA » ao amin'ny lalàna mifehy ny fitantanambolam-panjakana 2014 dia vinavinaina ho 6,9%.

D. NY KAONTY MANOKAN'NY TAHIRIM-BOLAMPANJAKANA

Ny kaontin'ny varotra dia hifandanja, ary hahatratra 357,5 miliara Ariary ny vola miditra sy mivoaka, ka ny tahirimbola fisotroan-dronono dia hitentina 346,4 miliara Ariary.

Ny fampiakarana ny renivolan'ny orinasa “Air Madagascar” mitentina 25,2 miliara Ariary no handrafitra amin'ny ankapobeny ny vola avoaka mikasika ny fandraisananjaran'ny Fanjakana amin'ny orinasampanjakana.

Ankoatr'izay, ny fandraisan'anjara ataon'ny Fanjakana malagasy amin'ny sampandraharaha iraisam-pirenena ho amin'ny taona 2014 dia 17,5 miliara Ariary, ka ny 12,6 miliara Ariary amin'izany dia hotanterahina amin'ny alalan'ny “Bons du Trésor”.

Mba ahazoana manoratra ny vola nampindramina ny orinasampanjakana ao amin'ny kaontin'ny fampindramambola dia hisy sorabola 42,5 miliara Ariary hofaritana ao amin'ny tetibola 2014.

E. NY VOLA ATERAKY NY FANOMEZANA SY NY FANAMPIANA AVY ANY IVELANY

Ny famerenambola noho ny fampisamboram-bola ataon'ny Fanjakana (FCV) amin'ny fampiasana ny fanomezana avy any ivelany dia vinavinaina ho 1,9 miliara Ariary.

F. NY FAMADIHANA HO RENIVOLA NY TROSAM-PANJAKANA

Ny fanentsenana anatiny ny fatiantoka ara-tetibolan'ny Fanjakana dia hotanterahina indrindra amin'ny fivarotana "Bons du Trésor par adjudication" eo amin'ny sehatry ny banky sy ny ivelan'ny banky, izay hahatratra 2106,6 miliara Ariary. Na izany aza, ny famerenambola tsy maintsy atao mifanaraka amin'izany dia hotombanana ho 1988,6 miliara. Noho izany, ny antontan-trosan'ny fanjakana mikasika ny BTA dia hitombo 118,0 miliara Ariary mandritra ny taona 2014.

Mikasika ny avy any ivelany, ny fanampiana avy amin'ny mpiara-miombon'antoka, izay miendrika fampindramam-bola, dia hiakatra raha oharina ny tamin'ny taona 2013 ka hahatratra 346,1 miliara Ariary. Ireo famatsiana ireo dia hoentina hanampiana indrindra ny sehatra ara-tsosialy toy ny fahasalamana, ny fampianarana ary ny ara-tsakafo, ary koa hamatsiana ny sehatra famokarana (ny fambolena sy ny fanamboaran-dàlana).

Toy izany no antonanton'izao volavolan-dalàna izao.

PROJET DE LOI N° 014/2013

DU 23 OCTOBRE 2013

PORTANT LOI DE FINANCES

POUR 2014



PRESIDENCE DE LA TRANSITION

PROJET DE LOI N° 014/2013 DU 23 OCTOBRE 2013

PORTANT LOI DE FINANCES POUR 2014

Le Congrès de la Transition et le Conseil Supérieur de la Transition ont adopté en leurs séances respectives en date du _____ 2013 et du _____ 2013.

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION

- Vu la Constitution ;
- Vu la Décision N° xxx -HCC/D du JJJ MMM 2013 de la Haute Cour Constitutionnelle ;

Promulgue le projet de Loi dont la teneur suit :

I – DISPOSITIONS FISCALES

ARTICLE PREMIER

Sous réserve des dispositions de la présente loi portant loi de finances, la perception au profit du budget de l'Etat et ceux des Collectivités Territoriales, des contributions, droits et taxes fiscaux et douaniers, ainsi que des produits de revenus publics sera opérée en l'an 2014 conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 2

Code Général des Impôts

Les dispositions du Code Général des Impôts sont complétées et modifiées comme suit:

**LIVRE I
IMPOTS D'ETAT**

**PREMIERE PARTIE
IMPOTS SUR LES REVENUS ET ASSIMILES**

**TITRE PREMIER
IMPOT SUR LES REVENUS**

**SOUS TITRE PREMIER
IMPOT SUR LES REVENUS (IR)**

**CHAPITRE II
CHAMP D'APPLICATION**

**SECTION II
REVENUS EXONERES**

Article 01.01.03

Dans cet article, ajouter un 12° rédigé comme suit :

« 12° les primes de réassurance cédées par les compagnies d'assurance de droit malgache au profit des compagnies de réassurance étrangères n'ayant pas de siège ou d'établissement stable à Madagascar. »

**SECTION IV
PERSONNES IMPOSABLES**

Article 01.01.05

Modifier la rédaction du paragraphe III de cet article comme suit :

« III- Est passible de l'impôt sur les revenus, toute personne non immatriculée, suivant les dispositions des articles 20.05.01 et 20.05.02, effectuant :

1° des importations ou des exportations de biens ;

2° des ventes de produits locaux auprès des industriels et des exportateurs. »

**CHAPITRE IV
BASE D'IMPOSITION**

Article 01.01.10

Modifier la rédaction du 1° de cet article comme suit :

« 1° Des achats de produits locaux par les industriels et exportateurs auprès des personnes non immatriculées et ayant fait l'objet de retenue à la source d'impôt sur les revenus, des achats consommés, des services extérieurs, et des autres services extérieurs, des charges de personnel et des autres charges des activités ordinaires. Toutefois, le paiement par l'entreprise de l'impôt sur les revenus des personnes physiques mis personnellement à la charge d'un ou plusieurs de ses employés demeure non déductible du bénéfice, sans préjudice de l'imposition de la somme correspondant à cet impôt au nom du bénéficiaire. Seuls les salaires correspondant à un travail effectif et ne présentant pas un caractère d'exagération eu égard à la nature et à l'importance du service rendu sont admis en déduction du bénéfice imposable.

Ne sont pas admis en déduction :

- *les salaires ou parties de salaires qui n'ont pas été régulièrement déclarés à la CNaPS et/ou organisme assimilé, et n'ont pas donné lieu à versement de l'impôt sur les revenus des personnes physiques s'ils n'en sont pas exonérés.*
- *les salaires, traitements, honoraires et, d'une manière générale, toutes rémunérations, sous quelque forme et sous quelque dénomination qu'elles soient, attribués à l'exploitant individuel ou à son conjoint.*
- *les indemnités de retraite excédant une année de salaire par salarié retraité.*
- *les intérêts, arrérages et autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnements, les redevances de cession ou concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, de marques de fabrique, procédés ou formules de fabrication et autres droits analogues ou les rémunérations de services, payés ou dus par une personne physique ou morale domiciliée ou établie à Madagascar à des personnes physiques ou morales qui sont domiciliées ou établies dans un Etat étranger ou un territoire situé hors de Madagascar et y sont soumises à un régime fiscal privilégié au sens de l'alinéa 5 de l'article 01.01.13. Cette exclusion ne s'applique pas dans le cas où le débiteur apporte la preuve que les dépenses correspondent à des opérations réelles et qu'elles ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré. »*

Insérer au 4° de cet article un 2^{ème} alinéa rédigé comme suit :

« En tout état de cause, toute opération en compte courant d'associé doit être matérialisée par une convention dûment enregistrée, et régulièrement comptabilisée. »

Ajouter à cet article un dernier paragraphe rédigé comme suit :

« Par dérogation aux conditions générales de forme de déductibilité des charges, un pourcentage de déduction est appliqué aux opérations effectuées auprès des fournisseurs non immatriculés. Les modalités d'application sont fixées par texte réglementaire.»

CHAPITRE VI REGIME D'IMPOSITION

Article 01.01.13

Modifier la rédaction de I et II de cet article comme suit :

« I- Le régime normal d'imposition est le régime du résultat réel.

Pour les personnes réalisant un chiffre d'affaires et/ou revenus supérieur ou égal à Ar 200 000 000 ou en cas d'option pour la tenue d'une comptabilité d'exercice prévue à l'article 01.01.20 quel que soit le montant du chiffre d'affaires et/ou revenus réalisé ou en cas d'option à la TVA prévue à l'article 06.01.04, le régime d'imposition est celui du résultat réel.

Pour l'établissement de l'impôt sur les revenus dû par une entreprise qui s'engage dans une ou plusieurs transactions commerciales ou financières avec une entreprise associée située hors du territoire de Madagascar, la détermination du montant de ses bénéfices imposables doit se faire d'une manière conforme au principe de pleine concurrence. Le respect de ce principe est acquis lorsque les conditions de ces transactions ne diffèrent pas de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes pour des transactions comparables dans des circonstances comparables.

Lorsque les conditions convenues ou imposées dans des transactions commerciales ou financières entre entreprises associées ne sont pas conformes au principe de pleine concurrence, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'entreprise établie à Madagascar et imposés à la charge de cette entreprise, mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence, c'est-à-dire une éventualité d'ajustement de la base d'imposition.

Les dispositions dans les deux paragraphes précédents s'appliquent également lorsqu'une entreprise située à Madagascar effectue une ou plusieurs transactions commerciales ou financières avec une entreprise, qu'elle soit associée ou non, établie dans un Etat ou territoire étranger à régime fiscal privilégié.

Les modalités d'application des dispositions des trois paragraphes précédents sont fixées par voie réglementaire.

II- Pour les personnes dont le chiffre d'affaires et/ou revenus est compris entre Ar 20 000 000 et Ar 200 000 000, le régime d'imposition est celui du réel simplifié.

Toutefois, elles peuvent opter pour le régime du réel, sur demande adressée au service territorialement compétent avant la fin de clôture de leurs exercices comptables. Cette option est valable à partir de l'exercice suivant.

Le résultat fiscal est déterminé à partir du résultat comptable dégagé, soit de la comptabilité d'exercice prévue à l'article 01.01.20 pour le régime du résultat réel, soit du système minimal de trésorerie ou comptabilité de trésorerie prévu à l'article 01.01.21 pour le régime du réel simplifié.

En aucun cas, un déclassement de régime d'imposition n'est admis quel que soit le chiffre d'affaires réalisé ultérieurement. »

CHAPITRE VII CALCUL DE L'IMPOT

Article 01.01.14

Insérer dans le paragraphe II de cet article un 5^{ème} et un 6^{ème} alinéa rédigés comme suit :

«Toute exportation de biens effectuée par les personnes visées à l'article 01.01.05 III, doit faire l'objet d'une perception d'impôt sur les revenus égal à 5% de la valeur des marchandises au point de sortie, majorée, le cas échéant, des frais de transport jusqu'à la frontière mais non compris le montant des droits de sortie, des taxes intérieures et charges similaires dont il a été donné décharge à l'exportateur. A défaut de la valeur des marchandises au point de sortie, l'impôt est calculé sur une valeur équivalente des biens sur le marché. La perception de cet impôt est assurée par les agents de l'administration fiscale avant embarquement des biens.

Tout achat de produits locaux effectué par les industriels et les exportateurs auprès des personnes non immatriculées visées à l'article 01.01.05 III - 2° doit faire l'objet d'une retenue à la source au titre d'impôt sur les revenus égale à 5% du montant de l'opération.

Ces industriels et exportateurs qui procèdent à la retenue doivent déclarer et verser l'impôt auprès du Receveur du Centre fiscal gestionnaire de leur dossier, avant le 15 du mois suivant celui au cours duquel la retenue a été opérée. La déclaration est établie sur un modèle d'imprimé et d'annexe fixé par l'Administration fiscale. »

CHAPITRE X OBLIGATIONS DES CONTRIBUABLES

Article 01.01.20

Modifier la rédaction du premier paragraphe de cet article comme suit :

« La comptabilité régulière visée à l'article précédent est celle tenue manuellement ou au moyen de systèmes informatiques conformément au plan comptable général 2005 instauré par le Décret n°2004-272 du 18 Février 2004.

La comptabilité tenue manuellement doit notamment comprendre les livres réglementaires prévus par l'article 430-1 dudit décret. Ces livres, aux pages numérotées, sont cotés et paraphés avant leur mise en service par les autorités prévues au Code de commerce ou par l'inspecteur ou le contrôleur des impôts territorialement compétent. Les opérations y sont inscrites en langue française ou malgache, jour par jour, sans blanc ni rature.

La comptabilité tenue au moyen de systèmes informatiques doit respecter les exigences stipulées par l'article 430-2 dudit décret. ».

Article 01.01.21

Modifier Modifier la rédaction des 1^{er} et 2^{ème} alinéa de cet article comme suit :

« Les personnes morales et les personnes physiques soumises au régime du réel simplifié prévu à l'article 01.01.13-II sont, sauf option au régime du résultat réel défini à l'article 01.01.13-I, astreintes à la tenue d'une comptabilité suivant le système minimal de trésorerie ou comptabilité de trésorerie faisant apparaître l'excédent brut d'exploitation, auquel sont joints:

- le relevé des charges d'exploitation ;
- le tableau des amortissements.

Pour l'application de la législation fiscale, elles sont dispensées de produire les documents comptables prévus aux articles 01.01.19 et 01.01.20 mais doivent tenir un registre des achats et des recettes. Ce registre est coté et paraphé par l'inspecteur ou le contrôleur des Impôts territorialement compétent avant sa mise en service. »

TITRE II IMPOT SYNTHETIQUE

CHAPITRE IV RECOUVREMENT

Article 01.02.06

Dans le 6^{ème} alinéa de cet article, supprimer le groupe de mots « sur autorisation de l'Administration fiscale, »

TITRE III IMPOT SUR LES REVENUS SALARIAUX ET ASSIMILES (IRSA)

CHAPITRE V REGIME D'IMPOSITION RETENUE A LA SOURCE

Article 01.03.12

Modifier la rédaction du 5^{ème} alinéa de cet article comme suit :

« Dans le cas où une même personne ou un même organisme verserait des sommes imposables à partir de deux ou plusieurs lieux différents, l'impôt est versé à la caisse de l'agent du service des impôts dont relève le lieu de travail des bénéficiaires desdites sommes. »

Article 01.03.14.-

Supprimer le groupe de mots « du Trésorier principal ou » de cet article.

PARTIE II DROIT D'ENREGISTREMENT DES ACTES ET MUTATIONS

CHAPITRE PREMIER CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GENERALES

Actes publics, authentiques, authentifiés et sous seing privés

Article 02.01.11.-

Modifier le 7° du paragraphe III de cet article comme suit :

« 7° Tous les actes constatant la formation, la prorogation, la transformation ou la dissolution d'une société, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de son capital ainsi que les conventions de compte courant d'associés ; »

CHAPITRE III MUTATION A TITRE GRATUIT SECTION IV TARIF DES DROITS

Article 02.03.25

Modifier la rédaction du dernier alinéa du I de cet article comme suit :

« Les successions non prescrites bénéficieront des présentes dispositions à condition que les déclarations soient déposées et les droits payés avant le 1^{er} Janvier 2015. »

CHAPITRE IV DES OBLIGATIONS DES AVOCATS, NOTAIRES, HUISSIERS, GREFFIERS, SECRETAIRES, JUGES, ARBITRES, ADMINISTRATEURS ET AUTRES OFFICIERS OU FONCTIONNAIRES PUBLICS OU ASSUJETTIS DIVERS DES PARTIES ET DES RECEVEURS IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE OBLIGATIONS DES ACQUEREURS, DES NOTAIRES, DES CONSERVATEURS DE LA PROPRIETE FONCIERE ET DES GREFFIERS.

Article 02.04.30

Dans le 1° de cet article, supprimer le groupe de mots « à moins qu'ils ne préfèrent retenir pour la garantie du Trésor et conserver, jusqu'à la présentation du certificat du Receveur, une somme égale au montant de l'impôt calculé sur le prix ».

TROISIEME PARTIE IMPOTS INDIRECTS TITRE III DE LA LIQUIDATION ET DU RECOUVREMENT EN MATIERE DE DROITS INDIRECTS CHAPITRE I LIQUIDATION ET RECOUVREMENT

Article 03.03.04

Remplacer le groupe de mots « 1% » présent dans cet article par « 5% ».

**SIXIEME PARTIE
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**

**TITRE PREMIER
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)**

**CHAPITRE II
CHAMP D'APPLICATION**

**SECTION II
PERSONNES ET ENTREPRISES ASSUJETTIES**

Article 06.01.04.-

Modifier la rédaction du 7- de cet article comme suit :

« Les entreprises de droit public et de droit privé exerçant une activité de télécommunications ou de diffusion et redistribution de programmes de radiodiffusion ou de télévision, ou de fourniture de services par voie électronique ; »

**SECTION III
PRODUITS ET OPERATIONS EXONERES**

Article 06.01.06.-

Dans le 5° de cet article, ajouter un c- rédigé comme suit :

« c- les primes de réassurance cédées par les compagnies d'assurance de droit malgache au profit des compagnies de réassurance étrangères n'ayant pas de siège ou d'établissement stable à Madagascar ; »

**CHAPITRE IX
REGIME DES DEDUCTIONS**

Article 06.01.21.-

Dans le 3° alinéa de cet article, remplacer le groupe de mots « 01.01.20 4° alinéa » par « 01.01.21 4° alinéa »

Article 06.01.23.-

Dans le 1^{er} alinéa de cet article, supprimer le groupe de mots « ou trimestrielles »

**CHAPITRE X
REMBOURSEMENT DU CREDIT DE TAXE**

Article 06.01.24.-

Dans le 3^{ème} alinéa de cet article, remplacer le groupe de mots « 20 mai » par « 15 mai »

**LIVRE III
DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPOTS, DROITS ET TAXES COMPRIS DANS LES LIVRES I
ET II DU PRESENT CODE**

**TITRE I
RECOUVREMENT DE L'IMPOT**

**CHAPITRE III
PENALITES ET AMENDES**

**SECTION III
INTERET DE RETARD DE PAIEMENT, DE VERSEMENT ET D'ENREGISTREMENT**

Article 20.01.53.1

Remplacer dans cet article le groupe de mots « 1^{er} janvier 2014 » par « 1^{er} janvier 2015 ».

**SECTION IV
AMENDES POUR INSUFFISANCE, INEXACTITUDE, OMISSION OU MINORATION**

Article 20.01.54.1

Insérer un 3^{ème} et un 4^{ème} alinéa rédigé comme suit :

« Toute omission de retenue de l'impôt sur les revenus relatif aux achats de produits locaux par les industriels et exportateurs auprès des personnes non immatriculées est passible d'une amende égale à 40p.100 du montant des sommes qu'ils ont omises de retenir.

Tout manquement à l'obligation de versement de l'impôt sur les revenus retenu par les industriels et exportateurs auprès des personnes non immatriculées au titre de l'achat des produits locaux est passible, en plus du paiement des sommes non versées, d'une amende égale à 80p.100 du montant desdites sommes. »

**SECTION VI
AUTRES INFRACTIONS**

Article. 20.01.56.8

Ajouter à cet article un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Tout refus, manquement ou défaut de production de documents ou informations visés à l'article 20.06.08 est passible d'une amende de 5.000.000 ariary. »

Article 20.01.56.16

Créer à la fin de cet article un troisième alinéa rédigé comme suit :

«Le manquement aux obligations prescrites à l'article 20.06.16 est passible d'une amende de 1p.100 du chiffre d'affaires. »

**CHAPITRE V
REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES
ET CONFISCATIONS**

Créer un Sous titre rédigé comme suit :

« INDEMNITE DE CAISSE DU RECEVEUR »

Créer l'article **20.01.80** rédigé comme suit :

« Article 20.01.80.-

Le Receveur des impôts est personnellement et pécuniairement responsable des opérations dont il est en charge aux termes du présent Code. A ce titre, il lui est alloué une indemnité de caisse déterminée suivant Décision du Directeur général des impôts.»

**TITRE II
CONTENTIEUX DE L'IMPOT
CHAPITRE III
JURIDICTION CONTENTIEUSE
RECLAMATIONS**

Article 20.02.13

Dans le 2^{ème} alinéa de cet article, supprimer le groupe de mots « **ou aux services centraux chargés du contrôle fiscal** ».

**TITRE V
IMMATRICULATION DES CONTRIBUABLES
CHAPITRE I
FORMALITES ET DECLARATION**

Article 20.05.02.-

Dans le 2^{ème} paragraphe de cet article, remplacer le groupe de mots « **carte d'immatriculation du contribuable (CIC)** » en « **carte fiscale** »

Article 20.05.03.-

Modifier la rédaction de cet article comme suit :

« Toute entreprise, quelle que soit sa forme juridique ou son secteur d'activité, doit souscrire, au moment de l'accomplissement des formalités constitutives et avant le commencement de ses activités, une déclaration spéciale d'immatriculation dont le modèle est fixé par l'Administration. Le cas échéant, une déclaration de fermeture d'établissement doit être souscrite auprès de l'administration fiscale. En outre, les entreprises dont le siège social se situe en dehors du lieu d'exploitation, doivent souscrire, en début d'activité, une déclaration d'existence auprès du Centre fiscal du lieu d'exploitation. »

AUTORISATION D'EXERCICE

Article 20.05.04.-

Dans le 1^{er} paragraphe de cet article, remplacer le groupe de mots « **une carte d'impôt synthétique (CIS) ou une carte d'immatriculation fiscale (CIF)** » en « **une carte fiscale** »

**CHAPITRE III
CESSATION DEFINITIVE D'ACTIVITE**

Article 20.05.10.-

Dans le 1^{er} paragraphe de cet article, remplacer le groupe de mots « **la carte d'immatriculation du contribuable (CIC) et la carte professionnelle en sa possession (CIF ou CIS)** » en « **la carte fiscale en sa possession** ».

Modifier la rédaction du dernier alinéa de cet article comme suit :

« Le Centre fiscal gestionnaire de dossier délivre une attestation de radiation dans le fichier d'immatriculation fiscale en ligne, sur justification de la situation fiscale du contribuable en cessation définitive d'activité. »

**TITRE VI
DROIT DE COMMUNICATION – DROIT DE DELIVRANCE DE COPIES - DROIT DE CONTROLE
ET DE VERIFICATION - SECRET PROFESSIONNEL
(DC-DDC-DV-SP)**

**SECTION I
DROIT DE COMMUNICATION – DROIT DE DELIVRANCE DE COPIES**

Article 20.06.01.-

Modifier la rédaction du premier paragraphe de cet article comme suit :

« Les agents des impôts ont le droit général d'obtenir, des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, communications de toutes pièces ou documents ainsi que tous renseignements, quel que soit leur support, de saisir tous les documents et matériels informatiques, et d'accéder à toutes les données disponibles sur tous serveurs, terminaux ainsi que tous les supports nécessaires à l'établissement et au contrôle des impôts prévus par le présent Code. »

Art. 20.06.08.-

Recréer les dispositions de cet article comme suit :

"Au cours d'une vérification de comptabilité, l'administration peut demander à une entreprise des informations et documents précisant :

1° La nature des relations entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors de Madagascar ou sociétés ou groupements établis hors de Madagascar ;

2° La méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec des entreprises, sociétés ou groupements visés au 1° et les éléments qui la justifient ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties ;

3° Les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au 1°, liées aux opérations visées au 2° ;

4° Le traitement fiscal réservé aux opérations visées au 2° et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors de Madagascar ou par les sociétés ou groupements visés au 1° dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité du capital ou des droits de vote.

Les demandes visées au premier alinéa doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit, le pays ou le territoire concerné, l'entreprise, la société ou le groupement visé ainsi que, le cas échéant, les montants en cause. Elles doivent, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée le délai de réponse qui lui est ouvert. Ce délai, qui ne peut être inférieur à deux mois, peut être prorogé sur demande motivée sans pouvoir excéder au total une durée de trois mois.

Lorsque l'entreprise a répondu de façon insuffisante, l'administration lui adresse une mise en demeure d'avoir à compléter sa réponse dans un délai de trente jours en précisant les compléments de réponse qu'elle souhaite. Cette mise en demeure doit rappeler les sanctions applicables en cas de défaut de réponse. "

**SECTION IV
DES OBLIGATIONS DES INDUSTRIELS, COMMERCANTS ET ARTISANS**

Article 20.06.16.

Recréer les dispositions de cet article rédigées comme suit :

« Les industriels doivent tenir une comptabilité analytique et une fiche de stock. La tenue de fiche de stock est également obligatoire pour les commerçants assujettis à la TVA.»

SECTION VII VERIFICATIONS

Article 20.06.23

Modifier la rédaction du 2^{ème} alinéa de cet article comme suit :

« En tout état de cause, cette communication des documents demandés doit être effectuée dans un délai maximum de 12 jours sous peine de taxation d'office prévue par les articles 20.03.01 et suivants. Cette peine s'applique également si dans le même délai, aucun interlocuteur légal ou mandaté ne s'est présenté aux vérificateurs dûment commissionnés. »

Le reste sans changement

ARTICLE 3

Douanes

A. Les dispositions du Code des douanes sont modifiées et complétées comme suit :

Article 319 § 1

Ajouter l'alinéa suivant après b) :

Pendant la durée de la sanction, l'assujetti est tenu de servir à son personnel les salaires, appointements, indemnités et avantages de toutes sortes auxquelles ce dernier avait droit jusqu'alors.

Le reste sans changement

B. Les dispositions du Tarif des douanes sont modifiées et complétées comme suit :

1. Exemption du droit de douane sur les lunettes correctrices :

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	Au lieu de		Lire	
			DD	TVA	DD	TVA
9004	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires					
	- - - Lunettes correctrices :					
900490 11	- - - - Avec montures en métaux communs	u	10	ex	ex	ex
900490 12	- - - - Avec montures en matières plastiques	u	10	ex	ex	ex
900490 19	- - - - Avec montures en autres matières	u	10	ex	ex	ex

2. Réduction du taux du droit de douane sur les quads :

N°TARIF	Désignation des marchandises	UQN	Au lieu de		Lire	
			DD	TVA	DD	TVA
8703	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n°87.02), y compris les voitures du type "break" et les voitures de courses.					
	- Autres véhicules à moteur, à piston alternatif allumage par étincelles :					
870321	- - D'une cylindrée n'excédant pas 1.000 cm ³ :					
870321. 20	- - - Quads -----	U	20	20	10	20

3. Harmonisation du taux du droit de douane sur les parties, accessoires et certains intrants:

N°TARIF	Désignation des marchandises	UQN	Au lieu de		Lire	
			DD	TVA	DD	TVA
72.10	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus.					

7210.50 00	- Revêtus d'oxydes de chrome ou de chrome et oxydes de chrome-----	kg	10	20	5	20
	- Revêtus d'aluminium :					
7210.69 00	- - Autres	kg	10	20	5	20
7210.90 00	- Autres	kg	10	20	5	20
9401	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties.					
940190	- Parties:					
940190 10	- - - Fonds ou dossiers de sièges.....	kg	20	20	10	20
940190 90	- - - Autres	kg	20	20	10	20

4. Création de sous positions nationales pour l'apiculture :

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
3926	Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n°s 39.01 à 39.14			
392690 40	--- Grille à reine pour l'apiculture	Kg	ex	20

5. Corrections matérielles :

- a. Supprimer le renvoi des positions suivantes : 1505 et 1506

Notes explicatives.

(1) Pour être classés dans les sous-positions n° 1503.00 10, 1504.10 10, 1505.00 10 et 1506.00 10, les produits de l'espèce doivent remplir à la fois les conditions suivantes :

- être exclusivement utilisées comme matières premières et intrants dans les industries alimentaires,
- ne pas être conditionnés pour la vente au détail,
- être importés directement par les industries concernées.

(2) Pour être classés dans cette sous-position, les produits de l'espèce doivent :

- Répondre à la définition des produits faits à la main : « Etre un produit utilitaire, produit d'art ou de prestation de service requis par un travail manuel de transformation de matière ou de maintenance. La part du travail manuel doit être prépondérante, sans pour autant restreindre l'utilisation de la machine. »
- Obtenir un certificat délivré par les chambres des métiers, ou par la Direction de l'artisanat, ou par les délégations régionales de l'artisanat.

- b. Rectifier les sous positions suivantes :

AU LIEU DE

N° TARIF	Désignation des marchandises
2903.99 00	- - Autres
8541.40 00	- Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux ; diodes émettrices de lumière.

LIRE

N° TARIF	Désignation des marchandises
2903.99	- - Autres
8541.40	- Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux ; diodes émettrices de lumière.

c. Insérer les libellés suivants au dessus des sous positions suivantes :

AU LIEU DE

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
3206.41 00	- - Outremer et ses préparations.....	kg	5	20
4804.41 00	- - Ecrus.....	kg	10	20

LIRE

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
	-Autres matières colorantes et autres préparations			
3206.41 00	- - Outremer et ses préparations.....	kg	5	20
	-Autres papier et cartons kraft d'un poids au m² compris entre 150grs exclus et 225grs exclus			
4804.41 00	- - Ecrus.....	kg	10	20

6. Listes des produits sensibles au niveau de la SADC :

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
27.10	Huiles de pétrole et de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes ; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base ; déchets d'huiles.			
2710.12	- Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) et préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base, autres que celles contenant du biodiesel et autres que les déchets d'huiles : - - Huiles légères et préparations		(1*)	

2710.12 11	- - - Essence d'aviation -----	kg	105*	20
2710.12 12	- - - Supercarburant titrant 95 indice d'octane et pl	kg	390*	20
2710.12 13	- - - Essence de tourisme titrant 90 indice d'octane au moins -----	kg	390*	20
2710.12 14	- - - Carburéacteurs type essence -----	kg	157*	20
2710.12 15	- - - White-spirit -----	kg	37*	20
2710.12 19	- - - Autres -----	kg	37*	20
2710.19	- - Autres			
	- - - Huiles moyennes et préparations :			
2710.19 21	- - - - Pétroles lampants -----	kg	10*	ex
2710.19 22	- - - - Carburants constitués par le mélange d'essence de pétrole avec d'autres combustibles liquides -----	kg	37*	20
2710.19 23	- - - - Carburéacteurs type pétrole lampant (Jet fuel)	kg	10*	20
2710.19 29	- - - - Autres -----	kg	37*	20
	- - - Huiles lourdes et préparations :			
2710.19 31	- - - - Gas-oil -----	kg	120*	20
2710.19 32	- - - - Fuel-oil -----	kg	20*	20
2710.99 00	- - Autres	kg	5%	20
27.11	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux.		(2*)	
	- Liquéfiés :			
2711.11 00	- - Gaz naturel	kg	12*	20
2711.12 00	- - Propane	kg	12*	ex
2711.13 00	- - Butanes.	kg	15*	20
2711.14 00	- - Ethylène, propylène, butylène et butadiène	kg	12*	20
2711.19 00	- - Autres	kg	12*	20
	- A l'état gazeux :			
2711.21 00	- - Gaz naturel	kg	12*	20
2711.29 00	- - Autres	kg	12*	20
Renvois :				
(1*)= Ariary/litre				
(2*)= Ariary/kilogramme-net				

7. Amendement de l'article 8 de la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises :

Au lieu de :

ARTICLE 8
Rôle du Conseil

1. Le Conseil examine les propositions d'amendement à la présente Convention élaborées par le Comité du système harmonisé et les recommande aux Parties contractantes conformément à la procédure de l'article 16, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est partie contractante à la présente Convention ne demande que tout ou partie des propositions en cause ne soit renvoyé devant le Comité pour un nouvel examen.
2. Les notes explicatives, les avis de classement, les autres avis se rapportant à l'interprétation du Système harmonisé et les recommandations visant à assurer une interprétation et une application uniformes du Système harmonisé qui ont été rédigés au cours d'une session du Comité du système harmonisé conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, sont réputés avoir été approuvés par le Conseil si, avant la fin du deuxième mois qui suit celui au cours duquel cette session a été close, aucune Partie contractante à la présente Convention n'a notifié au Secrétaire général qu'elle demande que la question soit soumise au Conseil.
3. Lorsque le Conseil est saisi d'une question conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, il approuve les notes explicatives, avis de classement, autres avis ou recommandations, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est Partie contractante à la présente Convention ne demande à les renvoyer en totalité ou en partie devant le Comité pour un nouvel examen.

Lire :

ARTICLE 8
Rôle du Conseil

1. Le conseil examine les propositions d'amendement à la présente Convention élaborées par le Comité du Système Harmonisé et les recommande aux Parties contractantes conformément à la procédure de l'article 16, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est Partie contractante à la présente Convention ne demande que tout ou partie des propositions en cause ne soit renvoyé devant le Comité pour un nouvel examen
2. Sous réserve des paragraphes 3 à 6 du présent article, toute Partie contractante à la présente Convention peut, à l'égard des Notes explicatives, des Avis de classement, des autres Avis se rapportant à l'interprétation du Système harmonisé et des Recommandations visant à assurer une interprétation et une application uniformes du Système harmonisé rédigés par le Comité du Système harmonisé, formuler une demande 1°) de réexamen de la question par le Comité du Système harmonisé ou 2°) de soumission de la question au Conseil. Aucune Partie contractante ne peut demander le réexamen par le Comité du Système harmonisé ou la soumission au Conseil d'une question au titre du présent paragraphe, dès lors que la question a déjà été réexaminée à deux reprises par le Comité du système harmonisé.
3. Les notes explicatives, les avis de classement, les autres avis se rapportant à l'interprétation du Système harmonisé et les recommandations visant à assurer une interprétation et une application uniforme du Système harmonisé qui ont été rédigés au cours d'une session du Comité du Système harmonisé conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, sont réputés avoir été approuvés par le Conseil si, à la fin du deuxième mos qui suit celui au cours duquel cette session a été close, aucune Partie contractante à la présente Convention n'a notifié au Secrétaire général qu'elle formule une demande de

réexamen par le Comité du Système harmonisé ou de soumission au Conseil conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

4. Dès lors le Conseil est saisi d'une question conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, il approuve lesdits Notes explicatives, Avis de classement, autres Avis ou recommandations, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est Partie contractante à la présente Convention ne demande à les renvoyer en totalité ou en partie devant le Comité du Système harmonisé pour un nouvel examen.
5. Le Comité du Système harmonisé examine toute question ayant fait l'objet d'une demande de réexamen à la première session suivant son renvoi, conformément aux paragraphes 2 à 4 du présent article, et prend une décision lors de la même session, sauf si des circonstances s'y opposent.
6. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Comité du système harmonisé peut réexaminer toute Note explicative, tout Avis de classement, tout autre avis se rapportant à l'interprétation du système harmonisé ou toute recommandation relative au Système harmonisé, deux fois au plus après leur première rédaction par le Comité du Système harmonisé »

Le reste sans changement.

II. EQUILIBRE GENERAL DU PROJET DE LOI PORTANT LOI DE FINANCES POUR 2014

ARTICLE 4

Les produits et revenus applicables au budget de 2014 sont évalués à la somme de **3 070 645 735 Milliers d'Ariary** conformément au tableau ci-après :

NOMENCLATURE	PLF 2014
FONCTIONNEMENT	2 773 308 145
- Recettes fiscales	2 712 371 551
- Recettes non fiscales	60 936 594
- Aides budgétaires non remboursables	0
- Recettes des privatisations	0
- Recettes exceptionnelles	0
- Recettes en capital (IADM-FMI)	0
INVESTISSEMENT	297 337 590
- Subventions extérieures/PIP	297 337 590
TOTAL	3 070 645 735

Le détail est annexé au présent projet de Loi.

ARTICLE 5

Le plafond des crédits autorisés au titre des intérêts de la dette, des pouvoirs publics, des moyens des Ministères, des Autres dépenses affectées, de la Dotation aux Communes, des Dépenses d'Investissement (Financement interne et externe) du Budget Général pour 2014 s'élève à **3 388 334 301 Milliers d'Ariary**.

ARTICLE 6

Dans la limite de ce plafond, il est ouvert pour 2014 des crédits s'appliquant :

- à concurrence de : **272 175 482 Milliers d'Ariary** au titre des intérêts de la dette.
- à concurrence de : **3 116 158 819 Milliers d'Ariary** au titre des Pouvoirs publics et Ministères. soit :

En Milliers d'Ariary

	INSTITUTION / MINISTERES	SOLDE	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			TOTAL
			Indemnités	Biens et Services	Transferts	S/Total	Externe	Interne	S/Total	
01	PRESIDENCE DE LA TRANSITION	7 130 209	8 918 390	4 090 835	2 039 576	15 048 801	11 821 630	1 985 830	13 807 460	35 986 470
02	CONSEIL SUPERIEUR DE LA TRANSITION	0	6 053 838	2 365 869	80 294	8 500 001	0	500 000	500 000	9 000 001
03	CONGRES DE LA TRANSITION	0	8 125 855	1 805 038	69 107	10 000 000	0	750 000	750 000	10 750 000
04	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	0	1 051 460	1 357 467	9 230	2 418 157	0	0	0	2 418 157
05	PRIMATURE	7 936 732	4 836 378	5 158 274	7 699 212	17 693 864	20 000 000	1 694 118	21 694 118	47 324 714
06	CONSEIL DE LA RECONCILIATION MALAGASY	0	3 281 390	1 560 610	23 000	4 865 000	0	0	0	4 865 000
10	MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	992 078	509 500	771 019	35 000	1 315 519	0	250 000	250 000	2 557 597
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	50 289 446	1 867 215	5 172 335	989 029	8 028 579	0	1 075 000	1 075 000	59 393 025
12	MINISTERE DES FORCES ARMEES	147 120 322	9 574 865	5 728 777	659 700	15 963 342	0	2 086 975	2 086 975	165 170 639
13	SECRETARIAT D'ETAT A LA GENDARMERIE	138 118 888	1 827 854	4 946 299	302 319	7 076 472	0	4 485 294	4 485 294	149 680 654
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR	27 201 331	271 536	2 795 490	94 451	3 161 477	6 600 000	3 292 017	9 892 017	40 254 825
15	MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE	83 920 573	160 905	1 608 876	320 385	2 090 166	0	3 987 395	3 987 395	89 998 134
16	MINISTERE DE LA JUSTICE	56 801 425	9 608 236	6 877 355	1 354 050	17 839 641	0	1 194 958	1 194 958	75 836 024
17	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION	820 496	196 461	754 412	30 411 455	31 362 328	12 600 000	1 283 404	13 883 404	46 066 228
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	190 994 071	10 748 081	103 036 464	289 274 773	403 059 318	117 890 000	48 094 743	165 984 743	760 038 132
25	VICE-PRIMATURE CHARGEE DE L'ECONOMIE ET DE L'INDUSTRIE	4 757 421	496 658	1 094 553	280 684	1 871 895	11 000 000	2 142 857	13 142 857	19 772 173
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES	6 666 735	354 099	1 473 089	1 846 082	3 673 270	0	1 201 980	1 201 980	11 541 985
35	MINISTERE DU TOURISME	2 537 075	311 810	814 768	105 678	1 232 256	0	855 000	855 000	4 624 331
36	MINISTERE DU COMMERCE	5 527 493	548 970	1 034 825	1 978 137	3 561 932	0	440 000	440 000	9 529 425
37	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	6 040 231	69 483	1 582 528	215 000	1 867 011	0	1 697 900	1 697 900	9 605 142
38	MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT	689 860	324 850	382 010	55 680	762 540	0	680 000	680 000	2 132 400
41	MINISTERE DE L' AGRICULTURE	15 508 544	650 000	2 600 000	3 577 519	6 827 519	147 757 400	14 950 672	162 708 072	185 044 135
42	MINISTERE DE L' ELEVAGE	6 968 605	192 958	721 895	98 966	1 013 819	0	2 226 277	2 226 277	10 208 701
43	MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	2 031 619	259 197	687 488	4 266 001	5 212 686	6 400 000	706 350	7 106 350	14 350 655
44	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS	7 661 219	430 171	448 497	164 670	1 043 338	22 748 000	2 489 496	25 237 496	33 942 053
51	MINISTERE DE L' ENERGIE	5 723 858	323 196	238 649	38 979	600 824	5 435 000	1 493 697	6 928 697	13 253 379
52	MINISTERE DE L' EAU	1 896 505	439 256	409 729	324 595	1 173 580	7 600 000	7 089 076	14 689 076	17 759 161
53	MINISTERE DES MINES	1 698 918	393 595	379 445	351 000	1 124 040	0	910 000	910 000	3 732 958
54	MINISTERE DES HYDROCARBURES	809 184	225 628	1 035 625	18 000	1 279 253	0	228 344	228 344	2 316 781
61	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA METEOROLOGIE	6 013 479	195 235	1 248 595	935 855	2 379 685	62 121 000	7 966 387	70 087 387	78 480 551
62	VICE-PRIMATURE CHARGEE DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	8 974 187	1 013 923	616 428	6 299 842	7 930 193	45 600 000	2 579 496	48 179 496	65 083 876

En Milliers d'Ariary

	INSTITUTION / MINISTERES	SOLDE	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT			TOTAL
			Indemnités	Biens et Services	Transferts	S/Total	Externe	Interne	S/Total	
63	MINISTERE DES TRANSPORTS	3 733 208	87 971	1 310 406	5 258 704	6 657 081	2 300 000	16 493 697	18 793 697	29 183 986
66	MINISTERE DES TELECOMMUNICATIONS, DES POSTES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	579 579	9 342	76 118	450	85 910	10 000 000	1 168 900	11 168 900	11 834 389
71	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	159 317 614	1 040 742	18 854 200	15 767 453	35 662 395	33 885 060	5 030 252	38 915 312	233 895 321
75	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS	2 243 129	604 500	646 880	170 000	1 421 380	200 000	870 490	1 070 490	4 734 999
76	MINISTERE DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	6 096 829	599 739	1 205 995	51 200	1 856 934	1 000 000	2 882 597	3 882 597	11 836 360
78	MINISTERE DES SPORTS	9 204 569	398 626	307 265	1 727 697	2 433 588	0	1 792 437	1 792 437	13 430 594
81	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	458 047 100	6 867 916	23 066 643	71 222 295	101 156 854	111 000 500	10 180 008	121 180 508	680 384 462
83	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	17 655 530	394 289	2 401 993	5 852 229	8 648 511	0	5 875 210	5 875 210	32 179 251
84	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	51 529 983	120 000	4 681 300	49 609 417	54 410 717	2 300 000	4 767 490	7 067 490	113 008 190
86	MINISTERE DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	2 328 685	100 000	1 177 276	717 000	1 994 276	0	631 000	631 000	4 953 961
	TOTAL	1 505 566 730	83 484 118	216 525 320	504 294 714	804 304 152	638 258 590	168 029 347	806 287 937	3 116 158 819

Soit en totalité :

en Milliers d'Ariary

RUBRIQUE	MONTANT
INTERETS DE LA DETTE PUBLIQUE	272 175 482
MOYENS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES MINISTERES	3 116 158 819
TOTAL	3 388 334 301

Leur développement est donné en annexe du présent projet de Loi.

ARTICLE 7

Conformément au tableau annexé au présent projet de Loi, est autorisée au titre des Dépenses d'Investissement (Ressources propres, Emprunts Etat, Subvention extérieure, Fonds de Contrevaleur) du Budget Général 2014, l'inscription d'autorisation de programme pour un montant de **6 828 675 000 Milliers d'Ariary**.

ARTICLE 8

Le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des Dépenses d'Investissement (Ressources propres, Emprunt Etat, Subvention extérieure, Fonds de Contrevaleur) du Budget Général 2014 s'élève à la somme de **806 287 937 Milliers d'Ariary**, conformément au tableau annexé au présent projet de Loi.

ARTICLE 9

Les produits, revenus et dépenses applicables au Budget Annexe des Postes et Télécommunications pour 2014 sont évalués comme suit :

En milliers d'Ariary	
NOMENCLATURE	MONTANT
RECETTES	4 420 000
- Recettes d'exploitation	4 420 000
- Recettes en capital	0
DEPENSES	4 420 000
- Dépenses d'exploitation	4 420 000
- Dépenses d'Investissement	0
.Autorisation d'Engagement	0
.Crédit de paiement	0

Leur développement est donné en annexe du présent projet de Loi.

ARTICLE 10

Les produits, revenus et dépenses applicables au Budget Annexe de l'Imprimerie Nationale pour 2014 sont évalués comme suit :

En milliers d'Ariary	
NOMENCLATURE	MONTANT
RECETTES	12 608 500
- Recettes d'exploitation	12 608 500
- Recettes en capital	0
DEPENSES	12 608 500
- Dépenses d'exploitation	12 608 500
- Dépenses d'Investissement	0
.Autorisation d'Engagement	0
.Crédit de paiement	0

Leur développement est donné en annexe du présent projet de Loi.

ARTICLE 11

Les opérations des Comptes Particuliers du Trésor sont évaluées à **410 059 616 Milliers d'Ariary** en recettes et à **498 381 635 Milliers d'Ariary** en dépenses, conformément au tableau donné en annexe du présent projet de Loi.

En Milliers d'Ariary	
NOMENCLATURE	PLF 2014
RECETTES	410 059 616
- Compte de prêts	13 407 891
- Compte de participation	0
- Compte de commerce	357 501 725
- Compte d'affectation spéciale	39 150 000
DÉPENSES	498 381 635
- Compte de prêts	47 660 000
- Compte de participation	54 069 910
- Compte de commerce	357 501 725
- Compte d'affectation spéciale	39 150 000

Leur développement est donné en annexe du présent projet de Loi

ARTICLE 12

Le Ministre des Finances et du Budget est autorisé en 2014 à consentir des avances, prêts et participations dans la limite de **101 729 910 Milliers d'Ariary**, conformément au tableau donné en annexe du présent projet de Loi.

ARTICLE 13

Les opérations génératrices de Fonds de Contre valeur et assimilées sont évaluées en 2014 à **0 Ariary** en dépenses et **1 926 370 Milliers d'Ariary** en recettes.

ARTICLE 14

Les prévisions des opérations de la dette publique sont fixées comme suit :

	Milliers d'Ariary
- en recettes	2 562 726 715
- en dépenses	2 158 642 500

ARTICLE 15

Les conditions générales d'équilibre du présent projet de Loi de Finances pour 2014 sont définies conformément au tableau suivant :

EQUILIBRE GENERAL DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2014

en milliers d'Ariary

NOMENCLATURE	DEPENSES	RECETTES
C A D R E I BUDGET GENERAL DE L'ETAT		
a. Opérations de Fonctionnement	2 582 046 364	2 773 308 145
b. Opérations d'investissement	806 287 937	297 337 590
TOTAL BUDGET GENERAL	3 388 334 301	3 070 645 735
SOLDE CADRE I		-317 688 566
C A D R E II BUDGETS ANNEXES		
a. Opérations de Fonctionnement	17 028 500	17 028 500
b. Opérations d'investissement	0	0
TOTAL BUDGETS ANNEXES	17 028 500	17 028 500
SOLDE CADRE II		0
C A D R E III OPERATIONS DES COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR		
TOTAL CADRE III	498 381 635	410 059 616
SOLDE CADRE III		-88 322 019
C A D R E IV OPERATIONS GENERATRICES DE FCV ET ASSIMILEES		
TOTAL CADRE IV	0	1 926 370
SOLDE CADRE IV		1 926 370
C A D R E V OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE		
a- Dette Intérieure		
. Bons du Trésor	1 993 771 526	2 119 203 065
. Avances		
. Autres	0	14 403 055
b- Dette Extérieure		
. Emprunts	164 870 974	346 121 000
. Financement exceptionnel		
. Allègement dette		
. Régularisation Emprunts	0	50 460 000
c.-Disponibilité Mobilisable	0	32 539 595
TOTAL CADRE V	2 158 642 500	2 562 726 715
SOLDE CADRE V		404 084 215
TOTAL GENERAL	6 062 386 936	6 062 386 936

III-DISPOSITIONS SPECIALES

ARTICLE 16

Sont ratifiés les décrets de mouvements des crédits de fonctionnement et d'investissement pris au cours de l'exercice budgétaire 2013, en application de l'article 19 de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004 sur les lois de finances.

ARTICLE 17

En vue de la réalisation des divers projets de développement, le Gouvernement est autorisé à emprunter auprès des Partenaires Techniques et Financiers extérieurs, à concurrence de **600.000.000 Milliers d'Ariary**, pour l'année 2014.

ARTICLE 18

Il est créé la Mission intitulée: "060- Réconciliation Malagasy" au niveau de l'Institution "06- Conseil de la Réconciliation Malagasy" ainsi que les programmes y afférents.

ARTICLE 19

Dans le cadre de la Loi de Finances 2014, l'accent sera mis sur le traitement uniforme des demandes de garantie d'emprunts auprès de l'Etat afin de pallier l'évaluation arbitraire de l'octroi de la garantie d'emprunts.

Basée sur la politique de rigueur budgétaire et de bonne gouvernance, la garantie d'emprunts octroyée par l'Etat au titre de l'année 2014 est limitée à 0 Ariary.

ARTICLE 20

Est admis en recettes et en dépenses définitives et considérées comme régulière les opérations des exercices 2011 et antérieures ci-après:

- Les recettes effectivement encaissées et classées en compte d'imputation provisoire;
- Les dépenses effectivement décaissées et classées en compte d'imputation provisoire; et
- Les écritures d'ordre consécutives au changement du Plan Comptable des Opérations Publiques.

Est admis en recettes et en dépenses définitives les opérations des exercices 2012 ci-après:

- Les recettes effectivement encaissées et classées en compte d'imputation provisoire;
- Les dépenses effectivement décaissées et classées en compte d'imputation provisoire; et
- Les écritures d'ordre consécutives au changement du Plan Comptable des Opérations Publiques.

Les modalités d'application de ces dispositions feront l'objet d'une Instruction Ministérielle.

ARTICLE 21

Il est créé, à partir de l'année 2014, dans les écritures du Payeur Général d'Antananarivo un compte d'affectation spéciale intitulé: "Frais de Justice Pénales et Assimilées au nom du Ministère de la Justice".

Les conditions de gestion de ce compte seront fixées par Décret.

ARTICLE 22

Le présent projet de Loi sera publié au Journal Officiel de la République. Il sera exécuté comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le

Andry Nirina RAJOELINA

Vu pour être annexé au
Décret n° 2013-793 du 23 Octobre 2013-

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement

Jean Omer BERIZIKY

VOLAVOLAN-DALANA FAHA-014/2013

TAMIN'NY 23 OKTOBRA 2013

**NATAO HO LALANA MIFEHY NY FITANTANAM-BOLAM-
PANJAKANA HO AMIN'NY TAONA 2014**



FIADIDIANA NY TETEZAMITA



VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-014/2013

TAMIN'NY 23 OKTOBRA 2013

NATAO HO LALANA MIFEHY NY FITANTANAM-BOLAM-PANJAKANA

AMIN'NY TAONA 2014



Nolanian'ny Kongresin'ny Tetezamita sy ny Filankevitra Ambony ny Tetezamita tamin'ny fivoriana izay nataony avy ny faha-_____ 2013 sy faha-_____ 2013.

NY FILOHAN'NY FIADIDIANA NY TETEZAMITA.

- Araka ny Lalàmpanorenana,
- Araka ny Fanapahana laharana faha-XX-HCC/D tamin'ny JJ MM 2013 nataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana;

dia mamoaika hampanan-kery ny volavolan-dalàna izay toy izao manaraka izao ny andinindininy:

I – FEPETRA MIKASIKA NY HETRA

ANDININY VOALOHANY

Tsy tohinina ny fepetra voalazan'ity lalàna ity fa ny fandrotsahana ho an'ny Tetibolam-panjakana sy ho an'ny Vondrom-bahoakam-paritra, ny hetra, ny sara aman-kaba amin'ny hetra sy faditseranana ary koa ny vokatry ny fidiram-bolam-panjakana amin'ny taona 2014, dia hatao manaraka ny didy aman-dalàna manan-kery.

ANDININY FAHA-2

Fehezan-dalàna ankapobe momba ny hetra

Ny fepetry ny Fehezan-dalàna ankapobe momba ny hetra dia ampiana sy ovàna toy izao manaraka izao:

**BOKY I
HETRAM-PANJAKANA**

**FIZARANA I
HETRA AMIN'NY VOLA MIDITRA SY NY MITOVY AMINY**

**LOHATENY I
HETRA ALAINA AMIN'NY VOLA MIDITRA**

**ZANADOHATENY I
HETRA AMIN'NY VOLA MIDITRA (IR)**

**TOKO II
SEHATRA AMPIHARANA AZY**

**SOKAJY II
VOLA MIDITRA TSY VOAN'NY HETRA**

Andininy 01.01.03

Ao amin'ity andininy ity, ampidirina 12° izay mirija toy izao:

« 12° Ny tambin'ny tantsorom-piantohana avy amin'ny tranom-piantohana malagasy ho an'ny tranon-tantsorom-piantohana any ivelany tsy manana foibe na toeram-piasana raikitra eto Madagasikara. »

**SOKAJY IV
OLONA TRATRY NY HETRA**

Andininy 01.01.05

Ovàna ao anatin'ity andininy ity ny III- izay mirija toy izao:

“III- Iharan'ny hetra alaina amin'ny vola miditra ny olona rehetra tsy manana laharam-pamantaran'ny mpandoa hetra araka ny voalazan'ny rijantenin'ny andininy 20.05.01 sy 20.05.02 ka manao:

1° fanafarana na fanondranana entana;

2° fivarotana ny vokatra eto an-toerana amin'ireo mpanao taozava-baventy sy mpanondrana.”

**TOKO IV
FOTOTRA AMERANA NY HETRA**

Andininy 01.01.10

Ovàna ny rijanten'ny 1° amin'ity andininy ity izay mirija toy izao:

“1°Ireo vokatra eto an-toerana izay vidin'ireo mpanao taozava-baventy sy mpanondrana amin'ireo olona tsy manana laharam-pamantarana dia hakana ifotony hetra amin'ny vola miditra, ny fandaniana rehetra ankapobe, ireo saikin'asa any ivelany sy ireo hafa, ny karaman'ny mpiasa sy ny fandaniana natao mahazatra. Na izany aza anefa, ny hetra amin'ny vola miditra amin'olon-tsotra nefain'ny mpiasa iray na maro dia tsy azony esorina amin'ny tombom-barotra, kanefa dia tsy voakasik'izany ny fakana hetra mikasika io tombotsoa manokana io amin'izay olona nahazo azy.Ny karama mifanentana amin'ny asa natao sady tsy tafahoatra ny tokony ho izy raha jerena araka ny raharaha vita.

Tsy azo ekena ny fanasorana:

- Ny karama na ampanaha-karama izay tsy nanaovana filazana ara-dalàna any amin'ny CNaPS sy/na antokon-draharaha toa azy, sy tsy nandoavana hetra alaina amin'ny vola miditra an'olon-tsotra raha toa ka tsy anisan'ireo afahana amin'ny hetra.
- Ny karama, ny vola noraisina na inona an inona iantsoana azy nomena ny mpamokatra na ny vadiny.
- Ny tambim-pisotrandronono mihoatra ny karama herintaona an'ny mpiasa iray misotro ronono.

“- Ny zana-bola, trosa sisa tsy voaloha ary ireo vokatry hafa ateraky ny andraikitra , trosa, petra-bola sy vola aloa mialoha, ireo saran'ny fampivarotana na ny fahazoan-dalana hitrandraka, taratasy fankatoavam-pamoronana, mariky ny fanamboarana, fombafomba na raiki-pohin'ny fanamboarana sy ireo sara mitovitovy na karama avy amin'ny saikin'asa, naloa na tokony naloan'ny olontsotra na fikambanana monina na miorina eto Madagasikara tamin'ny olontsotra na fikambanana monina na miorina any ivelany na faritra ivelan'i Madagasikara ary iharan'ny fitsipika ara-ketra manokana araka ny volazan'ny andalana faha 5 ao amin'ny andininy 01.01.13. Io fampiatrahana io dia tsy mihatra raha toa ka ny mpanefa trosa no mitondra ny fanamarihana fa ireo vola lany dia mifandraika amin'ny raharaha tena izy izay tsy mivaona amin'ny tokony ho izy na mihoa-pampana.”

Ampidirana andalana faharoa mirija toy izao ao amin'ny 4° amin'ity andininy ity:

“Na inona na inona mitranga, ny raharaha rehetra mahakasika ny kaontin'ny mpiombon'antoka dia tsy maintsy atao an-tsoratra amin'ny fifanarahana izay tsy maintsy soratana any amin'ny Sampandraharahan'ny Hetra, sy voarakitra ao anaty fitanan-kaonty.”

Ampiana paragirafy farany amin'ity andininy ity izay mirija toy izao:

“Ho famelana handingana ireo fepetra ankapobeny ny endrikiny ny fanesorana ny fandaniana, ampiharina ny fanesorana ny ampahan'ireo raharaha natao tamin'ireo mpivarotra tsy manana laharanam-pamantarana. Ireo fepetra fampiarana izany dia faritan'ny rijan-teny momba ny didy amampitsipika.”

TOKO VI FOMBA FAMERANA NY HETRA

Andininy 01.01.13

Ovàna ny I sy II amin'ity andininy ity izay mirija toy izao:

“I-Ny fomba fameran-ketra mahazatra dia ny fomba famerana araka ny vokatry tena izy.

Ho an'ireo olona manana vola maty sy/na vola miditra mihoatra na mira Ar 200 000 000 na ireo misafidy hitazona fitanan-kaonty nandritry ny taom-piasana araka ny volazan'ny andininy 01.01.20 na ohatrinona na ohatrinona ny vola maty na ny vola miditra na misafidy ho amin'ny haba amin'ny tataom-bidy (TVA) volazan'ny andininy 06.01.04, ny fomba famerana hetra dia araka ny vokatry marina.

Ho fametrahana ny hetra alaina amin'ny vola miditra izay tokony alaina amin'ny orinasa mifampiraharaha ara-barotra iray na maromaro na ara-bola amin'orinasa mpiara mpiombon'antoka mitoetra any ivelan'i Madagasikara, ny famaritana ny sora-bolan'ny tombony hakana hetra dia tokony hanana endrika mitovy amin'ny fitsipika fototry ny fifaninanana. Ny fanajana io foto-kevitra io dia ekena raha toa ka ny fepetry ny fanakalozana dia tsy mifanipaka amin'izay nifanarahana ny samy orinasa mahaleo-tena amin'ireo fifanakalozana sy ny trangana-javatra azo ampitoviana.

Raha toa ka ny fepetra nifanarahana na napetraka amin'ireo fifanakalozana ara-barotra na ara-bola amin'ny orinasa mpiombon'antoka ka tsy mifanaraka amin'ny fitsipika fototry ny fifaninanana, ny tombom-barotra raha tsy teo ireo fepetra ireo izay tokony nataon'ny orinasa miorina eto Madagasikara sy iharan'ny hetra zakain'io orinasa io, izay tsy tanteraka noho ireo fepetra ireo, dia afaka ampidirina ao anatin'ny tombom-barotr'io orinasa io ary iharan'ny hetra noho izany, izany hoe ny fanitsiana mety hitranga amin'ny fomba famerana ny hetra.

Ny fepetra amin'ireo paragirafy roa etsy ambony dia mihatra ihany koa ny orinasa iray miorina eto Madagasikara dia manao fifanakalozana ara-barotra na ara-bola tokana na maromaro amin'ny orinasa iray na mpiombon'antoka na tsia, ka mihorona any amin'ny Firenena na tany any ivelany manana fitsipika ara-ketra manokana.

Ny fomba fampiharana ireo fepetry ny paragirafy telo eo aloha ireo dia ho faritan'ny lalàna.”

“Il- ho an'ireo olona manana vola maty na manana vola miditra eo anelanelan'ny Ariary 20.000.000 sy Ariary 200.000.000, ny famerana ny hetra dia kajiana araka ny tena zava-bita notsorina.

Na izany aza, azon'izy ireo atao ny misafidy ny fomba famerana araka ny tena zava-bita, araka ny fangatahana amin'ny sampan-draharaha ara-paritra mahefa mialohany fifaranan'ny taom-piasana ara-pitanan-kaonty. Io safidy io dia manan-kery manomboka amin'ny taom-piasana manaraka.

Ny vokatra ara-ketra dia faritana amin'ny alalan'ny vokatra ny fitanan-kaonty nivaoka, na fitanan-kaontin'ny taom-piasana voalazan'ny andininy 01.01.20 ho an'ny famerana araky ny vokatra tena izy, na rafitra kely indrindra ahafantarana ny vola kirakirainy na fitanan-kaontin'ny toe-bola voalazan'ny andininy 01.01.21 ho an'ny famerana amin'ny tena izy notsorina.

Na amin'ny tranga inona na inona, tsy azo ekena ny fijotsoana amin'ny fomba famerana ny hetra na ohatrinona na ohatrinona ny vola maty any aoriana any.”

TOKO VII FIKAJIANA NY HETRA

Andininy 01.01.14

Ampidirina andalana faha 5 sy faha 6 amin'ny paragirafy II amin'ity andininy ity izay mirija toy izao:

“Ny fanondranana entana rehetra ataon'ireo olona voalazan'ny andininy 01.01.05 III, dia tokony iharan'ny hetra amin'ny vola miditra mira dimy isan-jaton'ny vidin'ny entana eo ampivoahana, tataovana, raha toa ka miseho izany, ireo saram-pitanterana hatrany amin'ny sisin-tany fa tsy tafiditra ny saran'ny famoahana, ireo haba anatin'ny sy ny mitovy aminy izay navela tsy naloan'ny mpanondrana. Raha tsy misy sanda ny entana eo ampivoahana, ny hetra dia kajiana araka ny sandan'ny entana mitovy aminy eny an-tsena. Ny famorian-ketra dia iantohan'ny mpiasan'ny fandraharahana ara-ketra mialohan'ny fanondranana ireo entana.”

Ny fividianana vokatra eto an-toerana ataon'ireo mpanao taozava-baventy sy ireo mpanondrana amin'ireo olona tsy manana laharanam-pamantarana voatondron'ny andininy 01.01.05 III-2° dia hakana ifotony hetra amin'ny vola miditra izay mitovy amin'ny dimy isan-jaton'ny sora-bolan'ny raharaha.

Ireo mpanao taozava-baventy sy ireo mpanondrana izay manantanteraka ny fitazonana dia tsy maintsy manambara sy mandrotsaka ny hetra any mpandray volan'ny lvo-ketra mpitantana ny antotan-taratasiny, alohan'ny faha 15 ny volana manaraka ny volana nanaovana ny fitazomana. Ny fanambarana dia atao araka ny taratasy modely sy fanampiny izay faritan'ny Sampandraharahan'ny hetra.”

TOKO X ANDRAIKITRY NY MPANDOA HETRA

Andininy 01.01.20

Ovàna ny paragirafy I amin'ity andininy ity izay mirija toy izao:

“ Ny fitanan-kaonty ara-dalana voalazan'ny andininy eo aloha dia ny fitanan-kaonty an-tsoratra na amin'ny alalan'ny rafitra infôrmatika mifanaraka amin'ny drafy-pitantanan-kaonty ankapobe 2005 navoakan'ny didim-panjakàna laharana faha 2004- 272 tamin'ny 18 febroary 2004.

Ny fitanan-kaonty an-tsoratra dia tsy maintsy misy ny boky voadidin'ny lalàna tsy maintsy tànana araka ny voalazan'ny andininy 430- 1 amin'ity didim-panjakana ity. Ireo boky ireo, voaisa sy voarango-pohin'ny manampahefana mialoha ny hampiasana azy voatondron'ny fehezan-dalàna mifehy ny varotra na ny mpisafa na ny mpanara-maso ny hetra mahefa ara-paritra. Ireo raharaha rehetra dia voasoratra ao isan'andro isan'andro, tsy misy fotsy na hosoka amin'ny teny frantsay na malagasy.

Ny fitanan-kaonty amin'ny alalan'ny rafitra infôrmatika dia tsy maintsy manaja ny fepetra takian'ny andininy 430- 2 amin'ity didim-panjakana ity.”

Andininy 01.01.21

Ovàna ny rijantenin'ny andalana voalohany sy faharoa amin' ity andininy ity izay mivaky toy izao:

« Ny fikambanana sy ny olontsotra sandaina ny famerana ny hetra araka ny zava-bita notsorina voafaritry ny andininy 01.01.13 II dia, afatsy ireo nisafidy ny fomba famerana araka ny vokatry tena izy voafaritry ny andininy 01.01.13- I, tsy maintsy mitana kaonty araka ny rafitra kely indrindra ahafantarana ny vola kirakirainy, sy ny ambim-bava vokatry ny asa, miampy:

-Ny filazana ireo fandaniana tamin'ny fandraharahana;

-Ny tabilaon'ny fanavotam-bidy;

Ho fampiharana ny lalàna momba ny hetra, izy ireo dia afaka tsy manome ireo antontan-taratasy ara-kaonty voatondron'ny andininy 01.01.19 sy 01.01.20, fa tsy maintsy kosa mitàna ny rejistry ny vola miditra sy ny vola mivoaka. Io registra io dia voaisa ary voarangopohin'ny mpisafo na ny mpanara-maso ny hetra ara-paritra mahefa alohan'ny ampiasana azy.»

**LOHATENY II
HETRA TAMBATRA**

**TOKO IV
FAMORIAN-KETRA**

Andininy 01.02.06

Foanana ny andian-teny “raha nahazo alalana avy amin'ny fandraharahana ara-ketra” ao amin'ny andalana faha 6 amin'ity andininy ity.

**LOHATENY III
HETRA ALAINA AMIN'NY KARAMA SY NY MITOVY AMINY (IRSA)**

**TOKO V
FEPETRA FAMERAN-KETRA FAKA IFOTONY**

Andininy 01.03.12

Ovàna ny rijan-tenin'ny andalana faha 5 amin'ity andininy ity izay mivaky toy izao:

“Raha toa ka olona iray ihany na antoko-draharaha iray ihany no mandrotsaka ireo vola iharan'ny hetra avy amin'ny toerana roa na maro samihafa, ny hetra dia arotsaka ao amin'ny fandoavam-bolan'ny mpiasan'ny sampandraharahan'ny hetra misy ny toeram-piasan'ireo nandray ireo vola ireo.”

Andininy 01.03.14

Foanana ny andian-teny: “ny mpitam-bolam-panjakana lehibe indrindra na” amin'ity andininy ity.

**FIZARANA II
SARAM-PIRAKETANA NY SORA-PANEKENA SY NY FAMINDRAN-TOMPO**

**TOKO I
SEHATRA AMPIHARANA AZY SY FEPETRA ANKAPOBENY**

Sora-panekena an'ny fanjakana, tena izy, voamarina sy natao an-trano

Andininy 02.01.11

Ovàna ny faha 7° amin'ny paragirafy III amin'ity andininy ity izay mivaky toy izao:

“7° Ireo taratasy rehetra misy fiforonana, fanalavana, fanovana na faharavan'ny sosaiety iray, fitombohana, fanavotam-bidy na fampihenana renivola ary koa ireo fifanarahana amin'ny kaonty tsotran'ny mpiombon'antoka;”

**TOKO III
FAMINDRANTANANA TSY MISY SETRINY**

**SOKAJY IV
TAHAN'NY HABA**

Andininy 02.03.25

Ovana ny rijantenin'ny andalana farany ao amin'ny I amin'ity andininy ity izay mivaky toy izao:

“Ireo fandovàna tsy lany paik'andro no voakasik'ireto fepetra ireto raha toa ka voapetraka sy nandoavana sara mialoha ny 01 janoary 2015 ireo filazana momba izany.”

TOKO IV

**NY ANDRAIKITR'IREO MPISOLO VAVA, NOTERA, VADINTANY, MPIRAKI-DRAHARAHAM-
PITSARANA, MPITAN-TSORATRA, MPITSARA, ARIBITIRA, ADIMINISITIRATERA SY
MANAMBONINAHITRA HABA NA MPIRAKI-TSORA-PANJAKANA NA IREO MPANDOA HETRA
SY NY MPANDRAY VOLA.**

TRANO SY TOKOTANIM-BAROTRA

**NY ANDRAIKITR'IREO MPANDRAY, IREO NOTERA, IREO MPITAHIRY NY FANANAN-TANY
ARY IREO MPIRAKI-DRAHARAHANA ARA-PITSARANA**

Andininy 02.04.30

Ao amin'ny 1 amin'ity andininy ity, foanana ny andian-teny “raha tsy hoe tiany ny hametraka ho antom-bola ho amin'ny Tahirim-bolam-panjakana sy mitahiry, mandram-pivoakan'ny fanamarinana avy amin'ny mpandray volan'ny hetra, izay mitontaly mitovy amin'ny sandan'ny hetra voakajy avy amin'ny vidiny”

**FIZARANA III
HABA TSY MIVANTANA**

**LOHATENY III
FIKAONTIANA SY FAMORIANA NY HABA TSY MIVANTANA**

**TOKO I
FIKAJIANA SY FAMORIANA**

Andininy 03.03.04

Ovànà ny andian-teny “1 isan-jato”ao anatin' ity andininy ity ho “5 isan-jato”.

**FIZARANA VI
HABA AMIN'NY TATAOM-BIDY**

**LOHATENY I
HABA AMIN'NY TATAOM-BIDY (TVA)**

**TOKO II
SEHATRA FAMPIHARANA**

**SOKAJY II
OLONA SY ORINASA IHARAN'NY HABA**

Andininy 06.01.04

Ovànà ny rijan-tenin'ny 7- amin'ity andininy ity izay mivaky toy izao:

“Ireo orinasa mizaka ny lalana ara-panjakana sy lalan’ny tsirairay manao ny asa mikasika fifandraisan-davitra na fampielezana sy fitsinjarana fadaharana ao amin’ny hainoaman-jery na fisahanan-draharaha ara-elektrônika.”

SOKAJY III VOKATRA SY RAHARaha TSY VOAN’NY HABA

Andininy 06.01.06

Ao amin’ny 5° amin’ity andininy ity, ampidirina c- izay mirija toy izao:

c- “ Ny tambin’ny tantsorom-piantohana avy amin’ny tranom-piantohana malagasy ho an’ny tranontantsorom-piantohana any ivelany tsy manana foibe na toeram-piasana raikitra eto Madagasikara.”

TOKO IX FOMBA FANESORANA

Andininy 06.01.21

Ao amin’ny andalana faha 3 amin’ity andininy ity, soloina ny andian-teny “01.01.20 andalana faha 4” ho “01.01.21 andalana faha 4”.

Andininy 06.01.23

Ao amin’ny andalana 1 amin’ity andininy ity, foanana ny andian-teny “na isan-telo volana”

TOKO X FAMERENANA SORA-BOLA ANDOAVANA HABA

Andininy 06.01.24

Ao amin’ny andalana faha 3 amin’ity andininy ity, soloina ny andian-teny “20 mey” ho “15 mey”.

BOKY III FEPETRA IRAISAN’NY HETRA, SARA SY HABA VOARAKITRA AO AMIN’NY BOKY I SY II AMIN’ITY FEHEZAN-DALANA ITY

LOHATENY I FAMORIANA NY HETRA

TOKO III SAZY SY LAMANDY

SOKAJY III TATAON-KETRA AMIN’NY FAHATARANA AMIN’NY FANEFANA, FANDROTSAHANA SY FANORATANA

Andininy 20.01.53.1

Soloina ao amin’ity andininy ity ny vondron-teny “01 janoary 2014” ho “01 janoary 2015”.

**SOKAJY IV
LAMANDY AMIN'NY FANAMBARANA TSY AMPY, TSY FAHAMARINANA, FANADINOANA NA
FAMPIHENANA**

Andininy 20.01.54.1

Ampidirana andalana faha 3 sy faha 4 izay mirija toy izao:

“Ny fanadinoana fitanana ny hetra amin'ny vola miditra mifandraika amin'ny fividianana vokatry eto an-toerana ataon'ny mpanao taozava-baventy sy mpanondrana amin'ny olona tsy manana laharam-pamantarana dia iharan'ny lamandy 40 isan-jaton'ny vola tsy notanany.

Ny tsy fanatanterahana ny andraikitra amin'ny fandrotsahana ny hetra amin'ny vola miditra notazomin'ny mpanao taozava-baventy sy mpanondrana amin'ny olona tsy manana laharam-pamantarana avy amin'ny fividianana vokatry eto an-toerana dia iharan'ny, ambonin'ny fandoavana ny vola tsy narotsany, lamandy 80 isan-jaton'io sora-bola io.”

**SOKAJY VI
FANDIKAN-DALANA HAFA**

Andininy 20.01.56.8

Ampiana andalana faharoa amin'ity andininy ity izay mirija toy izao:

“Ny fandavana, fandikana na tsy fanomezana ny antotan-taratasy na fampahalalana tondroin'ny andininy 20.06.08 dia iharan'ny lamandy Ar 5 000 000.”

Andininy 20.01.56.16

Foronina amin'ny faran'ity andininy ity ny andalana fahatelo izay mirija toy izao:

“Ampiharina ny lamandy 1 isan-jaton'ny vola maty ho an'ny tsy fanatanterahana ireo andraikitra voalazan'ny andininy 20.06.16.”

**TOKO V
FITSINJARANA NY VOKATRY NY LAMANDY
SY NY FAMABOANA**

Foronina ny Zana-dohateny izay mirija toy izao:

**“TAMBIN-KARAMA AMIN'NY FIANDRAIKETANA NY FITEHIRIZAM-BOLA
HO AN'NY MPANDRAY HETRA”**

Foronina ny andininy 20.01.80 izay mirija toy izao:

Andininy 20.01.80

Ny mpanondrana ny hetra dia tompon'andraikitra samirery sy ara-bola amin'ireo asa izay iandraiketany araka ny volazan'ity fehezan-dalana ity. Amin'izany, dia omena tambin-karama voafaritry araka ny Fanapahan'ny Tale jeneralin'ny hetra izy.”

**LOHATENY II
FIFANOLANANA ARA- KETRA
TOKO III
NY SAMPAM-PITSARANA MIKASIKA NY FIFANOLANANA
FITARAINANA**

Andininy 20.02.13

Ao amin'ny andalana faha 2 amin'ity andininy ity, foanana ny andian-teny “na any amin'ireo sampan-draharaha foibe miandraikitra ny fisavana ara-ketra”

**LOHATENY V
LAHARAM-PAMANTARANA NY MPANDOA HETRA**

**TOKO I
FEPETRA ARAHINA SY FILAZANA**

Andininy 20.05.02

Ao amin'ny paragirafy faha 2 amin'ity andininy ity, soloina ny andian-teny “kara-pamantarana ny mpandoa hetra (CIC)” ho “karatra ara-ketra”.

Andininy 20.05.03

Ovàna ny rijan-tenin'ity andininy ity izay mivaky toy izao:

“Ny orinasa rehetra, na inona na inona endriny araka ny lalana na ny sehatr'asa, dia tokony manao filazana manokana mikasika ny laharam-pamantarana izay araky ny modely nofaritan'ny Fandraharahana ara-ketra eo ampanantanterahana ny fepetram-panorenana sy mialohan'ny fiatombohan'ny asa. Raha toa ka misy izany, ny fanambarana fanakatonana toeram-piasana dia tsy maintsy atao eo anivon'ny Fandraharahana ara-ketra.

Fanampin'izany, ireo orinasa izay manana foiben-toerana ivelan'ny toeram-pamokarana dia tsy maintsy manao filazana fisiana, eny amin'ny ivo-ketra misy ny toeram-pamokarana mialoha ny fanombohana ny asa.”

FANOMEZAN-DALANA HIASA

Andininy 20.05.04

Ao amin'ny paragirafy 1 amin'ity andininy ity, soloina ny andian-teny “karatra hetra tambatra (CIS) na karatry ny laharam-pamantarana ara-ketra (CIF)” ho “karatra ara-ketra”.

**LOHATENY III
FITSAHARANA TANTERAKA AMIN'NY ASA**

Andininy 20.05.10

Ao amin'ny paragirafy 1 amin'ity andininy ity, soloina ny andian-teny “kara-pamantarana ny mpandoa hetra (CIC)” sy karatra fahazoana miasa any am-pelatanany (CIF na CIS)” ho “karatra ara-ketra any am-pelatanany”.

Ovana toy izao ny rijaten'ny andalana farany amin'ity andininy ity:

“Ny ivo-ketra mpitantana ny antotan-taratasy dia manome taratasy famonoana ao anatin'ny raki-pilazalazana ny laharam-pamantarana ara-ketra ara-tamba-jotra, rehefa mampiseho ny taratasy manamarina ny maha ara-dalàna ara-ketra ny mpandoa hetra mitsahatra tanteraka amin'ny asany.”

**LOHATENY VI
FAHEFANA MITAKY –FAHEFANA MANOME DIKA MITOVY –
FAHEFANA MISAVA SY MANAMARINA – TSIAMBARATELON'NY ASA
(DC-DDC-DV-SP)**

**SOKAJY I
FAHEFANA MITAKY-FAHEFANA MANOME DIKA MITOVY**

Andininy 20.06.01.-

Ovàna ny rijan-tenin'ny paragirafy 1 amin'ity andininy ity izay mivaky toy izao:

“Ny mpiasan’ny hetra dia manana fahefana malalaka hitaky amin’olon-tsotra na fikambanana, miankina na tsy miankina amin’ny fanjakana ny taratasy na antontan-taratasy rehetra sy ny fampahalalana rehetra mety ho azo, ary afaka mitazona ireo antontan-taratasy sy ireo fitaovana ara-solosaina ilaina, sy afaka miditra amin’ireo zavatra rehetra misy ao anatin’ny solosaina, ati-doha ara-solosaina, ary koa ny tohana ampiasaina ao anatin’ny fikirakirana elektrônika, ilaina amin’ny famerana ireo hetra voalazan’ity fehezan-dalana ity.”

Andininy 20.06.08.-

Foronina indray ireo fepetra amin’ity andininy ity izay mirija toy izao:

"Mandritra ny fitsirihana ny fitana-kaonty, ny fandraharahana ara-ketra dia nahangona singa maromaro ahazoana manombatombana fa ny orinasa iray dia nandefa ankolaka tombon-barotra, araka ny voalazan’ny andininy 01.01.13 I, dia afaka mangataka amin’io orinasa io ireo loharanom-baovao hafa sy antontan-taratasy manamafy:

1° Ny endriky ny fifandraisan’ny orinasa iray amin’ny orinasa iray na maromaro, sosaiety na fikambanana miasa na miorina ivelan’i Madagasikara;

2° Ny fomba fikajiana ny sandan’ny raharaha ara-indostria, ara-barotra na ara-bola izay ataony miaraka amin’ireo orinasa, sosaiety na fikambanana tondroin’ny 1° sy ireo siga manamarina ny, setriny nifanarahana raha toa ka misy izany;

3° Ireo asa ataon’ny orinasa, sosaiety na fikambanana tondroin’ny 1°, mifandray amin’ireo raharaha voalaza ao amin’ny 2°;

4° Ny fikarakarana ara-ketra natokana ho an’ireo raharaha tondroin’ny 2° an’ireo orinasa izay trandrahiny ivelan’i Madagasikara na sosaiety na fikambanana tondroin’ny 1°, izay hananany amin’ny fomba mivantana na ankolaka, renivola be indrindra na tombom-bato betsaka.

Ireo fangatahana tondroin’ny andalana voalohany dia tsy maintsy voafaritra mazava ary amin’ny antsipirihany, isaky ny sokajin’asa na isaky ny vokatra, ny firenena na ny toerana voakasik’izany, ny orinasa, sosaiety na fikambanana voalaza ary koa ny sora-bola voalaza raha toa ka misy izany. Ankoatran’izany, ireo fangatahana ireo dia tsy maintsy mampahafantatra mazava amin’ny orinasa hanaovana fitsirihana ny fe-potoana izay misokatra ho azy afahany mamaly. Io fe-potoana io dia tsy tokony ho latsaky ny roa volana, azo halavaina raha misy fangatahana maripotitra nefa tsy afaka mihoatra ny telo volana.

Raha toa ka tsy feno ny valin-tenin’ny orinasa dia mandefa antso fampitandremana ho azy ny Sampan-draharahan’ny hetra mba hameno izany valin-teniny izany ao anatin’ny fe-potoana telopolo andro ary hanamafy kokoa ny fanampi-panazavana izay tiany omena. Io antso fampitandremana io dia tsy maintsy mampatsiahy ireo sazy ampiharina raha toa tsy misy valiny.”

**SOKAJY IV
NY ANDRAIKITRY NY MPANAO TAOZAVA-BAVENTY, MPIVAROTRA SY MPANAO ASA-
TANANA**

Andininy 20.06.16.-

Foronina indray ireo fepetra amin'ity andininy ity izay mirija toy izao:

“Ny mpanao taozava-baventy dia tsy maintsy mitazona fitanan-kaonty analitika sy taratasy momba ny tahirin'entana. Ny mpivarotra iharan'ny haba amin'ny tataom-bidy dia tsy maintsy mitazona ihany koa taratasy momba ny tahirin'entana.”

**SOKAJY VII
FANAMARINANA****Andininy 20.06.23.-**

Ovàna toy izao ny rijan-tenin'ny andalana faha 2 amin'ity andininy ity:

“Na inona na inona mitranga, ny fanomezana ireo antotan-taratasy nangatahana dia tsy maintsy tanterahina ao anatin'ny 12 andro farafaelany raha tsy izany dia iharan'ny fameran-ketra tsy misy fierana tondroin'ny andininy 20.03.01 sy manaraka. Io sazy io dia mihatra ihany koa raha toa ka ao anatin'io fepotoana io, tsy nisy solon-tena ara-dalàna na nomem-pahefana niseho tamin'ireo mpanao fanamarinana nomena andraikitra.”

Ny sisa tsy misy fiovana.

ANDININY FAHA-3

Faditseranana

- A. Ireo fepetra noraisina tao amin'ny fehezana-dalàna momba ny faditseranana dia miova sy nofenoina toy izao manaraka izao :**

Andininy faha 319 §1

Ampiana ity andalana ity aorian'ny b):

Mandritra ny fotoana maha voasazy azy, ireo orin'asa voakasik'izany dia tsy maintsy mandoa ho an'ny mpiasa ao aminy ny karama, tambin-karama, sy ireo karazana tombontsoa rehetra izay zon'ireo mpiasa ao aminy hatramin'izay.

Ny sisa tsy misy fiovana.

- B. Novaina sy nampiana toy izao manaraka izao ny Lazam-Bidin'ny Faditseranana :**

1. Fanafoanana ny habatseranana mahakasika ny solomaso fanatsarana:

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	Au lieu de		Lire	
			DD	TVA	DD	TVA
9004	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires					
	- - - Lunettes correctrices :					
900490 11	- - - - Avec montures en métaux communs	u	10	ex	ex	ex
900490 12	- - - - Avec montures en matières plastiques	u	10	ex	ex	ex
900490 19	- - - - Avec montures en autres matières	u	10	ex	ex	ex

2. Fampihenana ny tahan'ny habatseranana mahakasika ny quads :

N°TARIF	Désignation des marchandises	UQN	Au lieu de		Lire	
			DD	TVA	DD	TVA
8703	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n°87.02), y compris les voitures du type "break" et les voitures de courses.					
	- Autres véhicules à moteur, à piston alternatif allumage par étincelles :					
870321	- - D'une cylindrée n'excédant pas 1.000 cm ³ :					
870321. 20	- - - Quads -----	U	20	20	10	20

3. Fampirindrana ny tahan'ny habatseranana mahakasika ny ampahany, kojakoja ary singa miditra vitsivitsy:

N°TARIF	Désignation des marchandises	UQN	Au lieu de		Lire	
			DD	TVA	DD	TVA
72.10	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une					

	largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus.					
7210.50 00	- Revêtus d'oxydes de chrome ou de chrome et oxydes de chrome-----	kg	10	20	5	20
	- Revêtus d'aluminium :					
7210.69 00	-- Autres	kg	10	20	5	20
7210.90 00	- Autres	kg	10	20	5	20
9401	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties.					
940190	- Parties:					
940190 10	- - - Fonds ou dossiers de sièges.....	kg	20	20	10	20
940190 90	- - - Autres	kg	20	20	10	20

4. Famoronana zanatsokajy ho an 'ny fiompiana tantely :

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
3926	Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n°s 39.01 à 39.14			
392690 40	--- Grille à reine pour l'apiculture	Kg	ex	20

5. Fanitsiana ireo izay diso :

- a. Foanana ireto fepetra amin'ny zana-tsokajy manaraka ireto: 1505 sy 1506

Notes explicatives.

(1) Pour être classés dans les sous-positions n° 1503.00 10, 1504.10 10, 1505.00 10 et 1506.00 10, les produits de l'espèce doivent remplir à la fois les conditions suivantes :

- être exclusivement utilisées comme matières premières et intrants dans les industries alimentaires,
- ne pas être conditionnés pour la vente au détail,
- être importés directement par les industries concernées.

(2) Pour être classés dans cette sous-position, les produits de l'espèce doivent :

- Répondre à la définition des produits faits à la main : « Etre un produit utilitaire, produit d'art ou de prestation de service requis par un travail manuel de transformation de matière ou de maintenance. La part du travail manuel doit être prépondérante, sans pour autant restreindre l'utilisation de la machine. »
- Obtenir un certificat délivré par les chambres des métiers, ou par la Direction de l'artisanat, ou par les délégations régionales de l'artisanat.

- b. Ahitsio ireto zanatsokajy manaraka ireto :

RAHA TOA KA

N° TARIF	Désignation des marchandises
2903.99 00	- - Autres
8541.40 00	- Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même

	assemblées en modules ou constituées en panneaux ; diodes émettrices de lumière.
--	--

VAKIO HOE

N° TARIF	Désignation des marchandises
2903.99	- - Autres
8541.40	- Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux ; diodes émettrices de lumière.

c. Ampidiro ireto lahateny manaraka ireto :

RAHA TOA KA

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
3206.41 00	- - Outremer et ses préparations.....	kg	5	20
4804.41 00	- - Ecrus.....	kg	10	20

VAKIO HOE

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
	-Autres matières colorantes et autres préparations			
3206.41 00	- - Outremer et ses préparations.....	kg	5	20
	-Autres papier et cartons kraft d'un poids au m² compris entre 150grs exclus et 225grs exclus			
4804.41 00	- - Ecrus.....	kg	10	20

6. Ireo entam-barotra voasokajy ho manan-danja bebe kokoa ao anaty fifanakalozana SADC :

N° TARIF	Désignation des marchandises	UQN	DD	TVA
27.10	Huiles de pétrole et de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes ; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base ; déchets d'huiles. - Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) et préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base, autres que celles contenant du biodiesel et autres que les déchets d'huiles :			

2710.12	- - Huiles légères et préparations		(1*)	
2710.12 11	- - - Essence d'aviation -----	kg	105*	20
2710.12 12	- - - Supercarburant titrant 95 indice d'octane et pl	kg	390*	20
2710.12 13	- - - Essence de tourisme titrant 90 indice d'octane au moins -----	kg	390*	20
2710.12 14	- - - Carburéacteurs type essence -----	kg	157*	20
2710.12 15	- - - White-spirit -----	kg	37*	20
2710.12 19	- - - Autres -----	kg	37*	20
2710.19	- - Autres			
	- - - Huiles moyennes et préparations :			
2710.19 21	- - - - Pétroles lampants -----	kg	10*	ex
2710.19 22	- - - - Carburants constitués par le mélange d'essence de pétrole avec d'autres combustibles liquides -----	kg	37*	20
2710.19 23	- - - - Carburéacteurs type pétrole lampant (Jet fuel)	kg	10*	20
2710.19 29	- - - - Autres -----	kg	37*	20
	- - - Huiles lourdes et préparations :			
2710.19 31	- - - - Gas-oil -----	kg	120*	20
2710.19 32	- - - - Fuel-oil -----	kg	20*	20
2710.99 00	- - Autres	kg	5%	20
27.11	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux.		(2*)	
	- Liquéfiés :			
2711.11 00	- - Gaz naturel	kg	12*	20
2711.12 00	- - Propane	kg	12*	ex
2711.13 00	- - Butanes.	kg	15*	20
2711.14 00	- - Ethylène, propylène, butylène et butadiène	kg	12*	20
2711.19 00	- - Autres	kg	12*	20
	- A l'état gazeux :			
2711.21 00	- - Gaz naturel	kg	12*	20
2711.29 00	- - Autres	kg	12*	20
Renvois :				
(1*)= Ariary/litre				
(2*)= Ariary/kilogramme-net				

7. Fanovana ny firafitry ny antoko faha 8 ny fifanarahana iraisamppirenena momba ny "SYSTEME HARMONISE"

RAHA TOA KA :

ARTICLE 8
Rôle du Conseil

1. Le Conseil examine les propositions d'amendement à la présente Convention élaborées par le Comité du système harmonisé et les recommande aux Parties contractantes conformément à la procédure de l'article 16, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est partie contractante à la présente Convention ne demande que tout ou partie des propositions en cause ne soit renvoyé devant le Comité pour un nouvel examen.
2. Les notes explicatives, les avis de classement, les autres avis se rapportant à l'interprétation du Système harmonisé et les recommandations visant à assurer une interprétation et une application uniformes du Système harmonisé qui ont été rédigés au cours d'une session du Comité du système harmonisé conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, sont réputés avoir été approuvés par le Conseil si, avant la fin du deuxième mois qui suit celui au cours duquel cette session a été close, aucune Partie contractante à la présente Convention n'a notifié au Secrétaire général qu'elle demande que la question soit soumise au Conseil.
3. Lorsque le Conseil est saisi d'une question conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, il approuve les notes explicatives, avis de classement, autres avis ou recommandations, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est Partie contractante à la présente Convention ne demande à les renvoyer en totalité ou en partie devant le Comité pour un nouvel examen.

VAKIO HOE :

ARTICLE 8
Rôle du Conseil

1. Le conseil examine les propositions d'amendement à la présente Convention élaborées par le Comité du Système Harmonisé et les recommande aux Parties contractantes conformément à la procédure de l'article 16, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est Partie contractante à la présente Convention ne demande que tout ou partie des propositions en cause ne soit renvoyé devant le Comité pour un nouvel examen
2. Sous réserve des paragraphes 3 à 6 du présent article, toute Partie contractante à la présente Convention peut, à l'égard des Notes explicatives, des Avis de classement, des autres Avis se rapportant à l'interprétation du Système harmonisé et des Recommandations visant à assurer une interprétation et une application uniformes du Système harmonisé rédigés par le Comité du Système harmonisé, formuler une demande 1°) de réexamen de la question par le Comité du Système harmonisé ou 2°) de soumission de la question au Conseil. Aucune Partie contractante ne peut demander le réexamen par le Comité du Système harmonisé ou la soumission au Conseil d'une question au titre du présent paragraphe, dès lors que la question a déjà été réexaminée à deux reprises par le Comité du système harmonisé.
3. Les notes explicatives, les avis de classement, les autres avis se rapportant à l'interprétation du Système harmonisé et les recommandations visant à assurer une interprétation et une application uniforme du Système harmonisé qui ont été rédigés au cours d'une session du Comité du Système harmonisé conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, sont réputés avoir été approuvés par le Conseil si, à la fin du deuxième mois qui suit celui au cours duquel cette session a été close, aucune Partie contractante à la présente Convention n'a notifié au Secrétaire général qu'elle formule une demande de

réexamen par le Comité du Système harmonisé ou de soumission au Conseil conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

4. Dès lors le Conseil est saisi d'une question conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, il approuve lesdits Notes explicatives, Avis de classement, autres Avis ou recommandations, à moins qu'un Etat membre du Conseil qui est Partie contractante à la présente Convention ne demande à les renvoyer en totalité ou en partie devant le Comité du Système harmonisé pour un nouvel examen.
5. Le Comité du Système harmonisé examine toute question ayant fait l'objet d'une demande de réexamen à la première session suivant son renvoi, conformément aux paragraphes 2 à 4 du présent article, et prend une décision lors de la même session, sauf si des circonstances s'y opposent.
6. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Comité du système harmonisé peut réexaminer toute Note explicative, tout Avis de classement, tout autre avis se rapportant à l'interprétation du système harmonisé ou toute recommandation relative au Système harmonisé, deux fois au plus après leur première rédaction par le Comité du Système harmonisé »

Ny sisa tsy misy fiovana.

**II – FIFANDANJANA ANKAPOBEN'NY VOLAVOLAN-DALANA
NATAO HO LALANA MIFEHY NY FITANTANAM-BOLAM-PANJAKANA
AMIN'NY TAONA 2014**

ANDININY FAHA-4

Ny vokatra sy ny vola miditra azo ampiarina amin'ny Tetibola amin'ny taona 2014 dia vinavinaina ho **3 070 645 735 Arivo Ariary** araka ny tabilao manaraka etoana :

FANONDROANA	Arivo Ariary PLF 2014
FAMPANDEHANAN-DRAHARAHA	2 773 308 145
- Vola miditra avy amin'ny hetra	2 712 371 551
- Vola miditra ankoatry ny hetra	60 936 594
- Fanampiana ara-bola tsy averina	0
- Vola miditra avy amin'ny fisitahan'ny fanjakana	0
- Vola miditra manokana	0
- Renivola miditra (IADM – FMI)	0
FAMPIASAM-BOLA	297 337 590
- Fanampiana avy any ivelany/FFBP	297 337 590
FITAMBARANY	3 070 645 735

Ny antsipiriany dia hatovana amin'ity volavolan-dalana.

ANDININY FAHA-5

Ny farafahabetsaky ny Sorabola anomezan-dàlana, ho an'ny zana-bola amin'ny trosa ivelany, ny Andrim-panjakana, ny ho enti-manana ireo Minisitery, ny fandanianana hafa, ny fanomezana ho an'ny Kaominina ary ny Fandanianana ho amin'ny fampiasam-bolam-panjakana (Famatsiam-bola anatiny sy ivelany) ao amin'ny Tetibola Ankapobe amin'ny taona 2014 dia mitentina **3 388 334 301 Arivo Ariary**.

ANDININY FAHA-6

Ao anatin'io fetra faratampony io, dia sokafana amin'ny taona 2014 ny sorabola izay ampiharina:

- Hatramin'ny **272 175 482 Arivo Ariary** ho an'ny zana-bolan'ny trosa.
- Hatramin'ny **3 108 158 819 Arivo Ariary** ho an'ireo Andrim-panjakana sy minisitera, izany hoe :

Arivo Ariary

	ANDRIM-PANJAKANA / MINISITERA	KARAMA	FAMPANDEHANAN-DRAHARAHA				SORA-BOLA ENTI-MAMOKATRA			FITAMBARAM-BENY
			Tambi-Karama	Entana sy Raharaha	Famindram-Bola	Fitambarany	Ivelany	Anatiny	Fitambarany	
01	FIADIDIANA NY FAHEFANA AVON'NY TETEZAMITA	7 130 209	8 918 390	4 090 835	2 039 576	15 048 801	11 821 630	1 985 830	13 807 460	35 986 470
02	FILAN-KEVITRA AVO MOMBA NY TETEZAMITA	0	6 053 838	2 365 869	80 294	8 500 001	0	500 000	500 000	9 000 001
03	KONGRESIN'NY TETEZAMITA	0	8 125 855	1 805 038	69 107	10 000 000	0	750 000	750 000	10 750 000
04	FITSARANA AVO MOMBA NY LALAM-PANORENANA	0	1 051 460	1 357 467	9 230	2 418 157	0	0	0	2 418 157
05	FIADIDIANA NY PRAIMINISTRA	7 936 732	4 836 378	5 158 274	7 699 212	17 693 864	20 000 000	1 694 118	21 694 118	47 324 714
06	FILANKEVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY	0	3 281 390	1 560 610	23 000	4 865 000	0	0	0	4 865 000
10	MINISITERAN'NY FIFANDRAISANA AMIN'NY ANDRIM-PANJAKANA	992 078	509 500	771 019	35 000	1 315 519	0	250 000	250 000	2 557 597
11	MINISITERAN'NY RAHARAHAM-BAHINY	50 289 446	1 867 215	5 172 335	989 029	8 028 579	0	1 075 000	1 075 000	59 393 025
12	MINISITERAN'NY FOLOALINDAHY	147 120 322	9 574 865	5 728 777	659 700	15 963 342	0	2 086 975	2 086 975	165 170 639
13	SEKRETERAM-PANJAKANA MIADIDY NY ZANDARIMARIA	138 118 888	1 827 854	4 946 299	302 319	7 076 472	0	4 485 294	4 485 294	149 680 654
14	MINISITERAN'NY ATITANY	27 201 331	271 536	2 795 490	94 451	3 161 477	6 600 000	3 292 017	9 892 017	40 254 825
15	MINISITERAN'NY FILAMINANA ANATINY	83 920 573	160 905	1 608 876	320 385	2 090 166	0	3 987 395	3 987 395	89 998 134
16	MINISITERAN'NY FITSARANA	56 801 425	9 608 236	6 877 355	1 354 050	17 839 641	0	1 194 958	1 194 958	75 836 024
17	MINISITERAN'NY FITSINJARAM-PAHEFANA	820 496	196 461	754 412	30 411 455	31 362 328	12 600 000	1 283 404	13 883 404	46 066 228
21	MINISITERAN'NY FITANTANAM-BOLA SY NY TETIBOLA	190 994 071	10 748 081	103 036 464	289 274 773	403 059 318	117 890 000	48 094 743	165 984 743	760 038 132
25	FIADIDIAN'NY PRAIMINISITRA LEFITRA MISAHANA NY TOEKARENA SY NY TAOZAVA-BAVENTY	4 757 421	496 658	1 094 553	280 684	1 871 895	11 000 000	2 142 857	13 142 857	19 772 173
32	MINISITERAN'NY ASAM-PANJAKANA SY NY ASA ARY NY LALANA SOSIALY	6 666 735	354 099	1 473 089	1 846 082	3 673 270	0	1 201 980	1 201 980	11 541 985
35	MINISITERAN'NY FIZAHAN-TANY	2 537 075	311 810	814 768	105 678	1 232 256	0	855 000	855 000	4 624 331
36	MINISITERAN'NY VAROTRA	5 527 493	548 970	1 034 825	1 978 137	3 561 932	0	440 000	440 000	9 529 425
37	MINISTERAN'NY FIFANDRAISANA	6 040 231	69 483	1 582 528	215 000	1 867 011	0	1 697 900	1 697 900	9 605 142
38	MINISITERAN'NY FAMPIROBOROANA NY ASATANANA	689 860	324 850	382 010	55 680	762 540	0	680 000	680 000	2 132 400
41	MINISITERAN'NY FAMBOLENA	15 508 544	650 000	2 600 000	3 577 519	6 827 519	147 757 400	14 950 672	162 708 072	185 044 135
42	MINISITERAN'NY FIOMPIANA	6 968 605	192 958	721 895	98 966	1 013 819	0	2 226 277	2 226 277	10 208 701
43	MINISITERAN'NY JONO SY NY HARENA ANDRANOMASINA	2 031 619	259 197	687 488	4 266 001	5 212 686	6 400 000	706 350	7 106 350	14 350 655
44	MINISITERAN'NY TONTOLO IAINANA SY NY ALA	7 661 219	430 171	448 497	164 670	1 043 338	22 748 000	2 489 496	25 237 496	33 942 053
51	MINISITERAN'NY ANGOVO	5 723 858	323 196	238 649	38 979	600 824	5 435 000	1 493 697	6 928 697	13 253 379
52	MINISITERAN'NY RANO	1 896 505	439 256	409 729	324 595	1 173 580	7 600 000	7 089 076	14 689 076	17 759 161
53	MINISITERAN'NY HARENA AN-KIBON'NY TANY	1 698 918	393 595	379 445	351 000	1 124 040	0	910 000	910 000	3 732 958
54	MINISITERAN'NY AKORANAFO	809 184	225 628	1 035 625	18 000	1 279 253	0	228 344	228 344	2 316 781

Arivo Ariary

	ANDRIM-PANJAKANA / MINISITERA	KARAMA	FAMPANDEHANAN-DRAHARAHANA				SORA-BOLA ENTI-MAMOKATRA			FITAMBARAM-BENY
			Tambi-Karama	Entana sy Raharaha	Famindram-Bola	Fitambarany	Ivelany	Anatiny	Fitambarany	
61	MINISITERAN'NY ASA VAVENTY SY NY TOETRANDRO	6 013 479	195 235	1 248 595	935 855	2 379 685	62 121 000	7 966 387	70 087 387	78 480 551
62	FIADIDIAN'NY PRAIMINISITRA LEFITRA MISAHANA FAMPANDROSOANA SY NY FANAJARIANA NY TANY	8 974 187	1 013 923	616 428	6 299 842	7 930 193	45 600 000	2 579 496	48 179 496	65 083 876
63	MINISITERAN'NY FITATERANA	3 733 208	87 971	1 310 406	5 258 704	6 657 081	2 300 000	16 493 697	18 793 697	29 183 986
66	MINISITERAN'NY FIFANDRAISAN-DAVITRA, NY PAOSITRA ARY NY HAIRAHA VAOVAO	579 579	9 342	76 118	450	85 910	10 000 000	1 168 900	11 168 900	11 834 389
71	MINISITERAN'NY FAHASALAMAM-BAHOAKA	159 317 614	1 040 742	18 854 200	15 767 453	35 662 395	33 885 060	5 030 252	38 915 312	233 895 321
75	MINISITERAN'NY TANORA SY NY FIALAMBOLY	2 243 129	604 500	646 880	170 000	1 421 380	200 000	870 490	1 070 490	4 734 999
76	MINISITERAN'NY MPONINA SY NY ASA SOSIALY	6 096 829	599 739	1 205 995	51 200	1 856 934	1 000 000	2 882 597	3 882 597	11 836 360
78	MINISITERAN'NY FANATANJAHATENA	9 204 569	398 626	307 265	1 727 697	2 433 588	0	1 792 437	1 792 437	13 430 594
81	MINISITERAN'NY FANABEAZAM-PIRENENA	458 047 100	6 867 916	23 066 643	71 222 295	101 156 854	111 000 500	10 180 008	121 180 508	680 384 462
83	MINISITERAN'NY FAMPANARANA TEKNIKA SY FANOFANANA ARAKASA	17 655 530	394 289	2 401 993	5 852 229	8 648 511	0	5 875 210	5 875 210	32 179 251
84	MINISITERAN'NY FAMPANARANA AMBONY	51 529 983	120 000	4 681 300	49 609 417	54 410 717	2 300 000	4 767 490	7 067 490	113 008 190
86	MINISITERAN'NY KOLONTSAINA SY NY HAREM-PIRENENA	2 328 685	100 000	1 177 276	717 000	1 994 276	0	631 000	631 000	4 953 961
	FITAMBARANY	1 505 566 730	83 484 118	216 525 320	504 294 714	804 304 152	638 258 590	168 029 347	806 287 937	3 116 158 819

Izany hoe ny fitambarany rehetra:

Arivo Ariary

LOHATENY	SORA-BOLA
ZANA-BOLA AMIN'NY TROSAM-PANJAKANA	272 175 482
NY HOENTI-MANAN'NY ANDRIM-PANJAKANA SY MINISITERA	3 116 158 819
FITAMBARANY	3 388 334 301

Ny antsipiriany dia hatovana amin'ity Volavolan-dalàna ity.

ANDININY FAHA-7

Araka ny fitsinjarana hita ao amin'ny tabilao atovana amin'ity Volavolan-dalàna ity, ny andinindiny dia ekena ny fanoratana ny soritr'asa nomen-dalàna ao amin'ny Tetibola ankapobe 2014 izay mitentina **6 828 675 000 Arivo Ariary** mba ho fandania ho amin'ny fampiasam-bolam-panjakana (Tahirim-bola anatiny, Vola notrosaina avy any ivelany, Fanomezana avy any ivelany, Sandan'ireo entana fanomezana avy any ivelany).

ANDININY FAHA-8

Ny fetra faratampon'ny sorabola azo aloa araka ny tabilao atovana amin'ity Volavolan-dalàna ity ao amin'ny Tetibola Ankapobe 2014 dia mitentina **806 287 937 Arivo Ariary** mba ho fandania ho amin'ny famokarana (Tahirim-bola anatiny, Vola notrosaina avy any ivelany, Fanomezana avy any ivelany, Sandan'ireo entana fanomezana avy any ivelany).

ANDININY FAHA-9

Ny vokatra azo raisina, ny fidiram-bola ary ny fandaniaza azo ampiharina amin'ny Tetibola anankina an'ny Paositra sy Fifandraisan-davitra amin'ny taona 2014 dia novinavinaina ho toy izao:

Arivo Ariary

FANONDROANA	TETI-BOLA
VOLA MIDITRA	4 420 000
- Vola miditra ho fampandehanan-draharaha	4 420 000
- Renivola miditra	0
FANDANIANA	4 420 000
- Fandaniaza ho fampandehanan-draharaha	4 420 000
- Fandaniaz-pampiasam-bola	0
.Alàlana handraikitra fandaniaza	0
.Sora-bola fanefana	0

Ny antsipiriany dia hatovana amin'ity Volavolan-dalàna ity.

ANDININY FAHA-10

Ny vokatra azo raisina, ny fidiram-bola ary ny fandaniaza azo ampiharina amin'ny Tetibola anankina an'ny Tranom-printim-pirenena amin'ny taona 2014 dia novinavinaina ho toy izao:

Arivo Ariary

FANONDROANA	TETI-BOLA
VOLA MIDITRA	12 608 500
- Vola miditra ho fampandehanan-draharaha	12 608 500
- Renivola miditra	0
FANDANIANA	12 608 500
- Fandaniaza ho fampandehanan-draharaha	12 608 500
- Fandaniaz-pampiasam-bola	0
.Alàlana handraikitra fandaniaza	0
.Sora-bola fanefana	0

Ny antsipiriany dia hatovana amin'ity Volavolan-dalàna ity.

ANDININY FAHA-11

Ny fampiasana ny Kaontimbola voatokana ny Tahirim-bolam-Panjakana dia vinavinaina ho **410 059 616 Arivo Ariary** amin'ny vola miditra ary ho **498 381 635 Arivo Ariary** ho an'ny fandania araka ny tabilao atovana amin'ity Volavolan-dalàna ity.

	Arivo Ariary
FANONDROANA	TETI-BOLA
VOLA MIDITRA	410 059 616
- Kaontim-bola nindramina	13 407 891
- Kaontim-pandraisana anjara	0
- Kaontim-barotra	357 501 725
- Kaontim-bola voatokana	39 150 000
VOLA MIVOAKA	498 381 635
- Kaontim-bola nindramina	47 660 000
- Kaontim-pandraisana anjara	54 069 910
- Kaontim-barotra	357 501 725
- Kaontim-bola voatokana	39 150 000

Ny antsipiriany dia hatovana amin'ity Volavolan-dalàna ity.

ANDININY FAHA-12

Ny Minisitry ny Fitantanam-bola sy ny Teti-bola dia omena alàlana amin'ny taona 2014 hanao fanomezam-bola mialoha, fampisamborana ary fandraisana anjara tsy mihoatra ny **101 729 910 Arivo Ariary** araka ny ny tabilao atovana amin'ity Volavolan-dalàna ity.

ANDININY FAHA-13

Ny fampiasana ny vola vidin'entana fanomezana avy any ivelany sy izay mitovy lenta amin'izany amin'ny taona 2014 dia vinavinaina ho **0 Ariary** amin'ny fandania ary **1 926 370 Arivo Ariary** eo amin'ny vola miditra.

ANDININY FAHA-14

Ny vinavinan'ny kirakira momba ny trosam-panjakana dia ferana toy izao manaraka izao:

	Arivo Ariary
- eo amin'ny vola miditra	2 562 726 715
- eo amin'ny fandania	2 158 642 500

ANDININY FAHA-15

Ny fifandanjana ankapoben' izao Volavolan-dalàna natao ho Lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana amin'ny taona 2014 dia ferana araka izao tabilao manaraka izao:

FIFANDANJANA ANKAPOBEN'NY LALANA MIFEHY NY FITANTANAM-BOLAM-PANJAKANA AMIN'NY TAONA 2014

Arivo Ariary

FANONDROANA	FANDANIAM-BOLA	VOLA MIDITRA
FIZARANA I TETI-BOLA ANKAPOBE		
a. Lahasa fampandehanan-draharaha	2 582 046 364	2 773 308 145
b. Lahasam-pamokarana	806 287 937	297 337 590
FITAMBARAN'NY TETIBOLA ANKAPOBE	3 388 334 301	3 070 645 735
<i>HANISISA FIZARANA I</i>	0	-317 688 566
FIZARANA FAHA II TETIBOLA ANANKINA		
a. Lahasa fampandehanan-draharaha	17 028 500	17 028 500
b. Lahasam-pamokarana	0	0
FITAMBARAN'NY TETIBOLA ANANKINA	17 028 500	17 028 500
<i>HANISISA FIZARANA II</i>	0	0
FIZARANA FAHA III FAMPIASANA NY KAONTY MANOKANA NY TAHIRIM-BOLAM-PANJAKANA		
FITAMBARAN'NY FIZARANA FAHA III	498 381 635	410 059 616
<i>HANISISA FIZARANA III</i>	0	-88 322 019
FIZARANA FAHA IV FAMPIASANA NY TAMBERIN'NY VIDIN'ENTANA FANOMEZANA AVY ANY IVELANY		
FITAMBARAN'NY FIZARANA FAHA IV	0	1 926 370
<i>HANISISA FIZARANA IV</i>	0	1 926 370
FIZARANA FAHA V FAMPIASANA HO RENIVOLA NY TROSAM-PANJAKANA		
a- Trosa Anatiny		
. Bons du Trésor	1 993 771 526	2 119 203 065
. Avansy		
. Samihafa	0	14 403 055
b- Trosa ivelany		
. Fisamborana	164 870 974	346 121 000
. Famatsiam-bola manokana		
. Fanamaivanan-trosa		
. Régularisation Emprunts		50 460 000
c.-Disponibilité Mobilisable	0	32 539 595
FITAMBARAN'NY FIZARANA FAHA V	2 158 642 500	2 562 726 715
<i>HANISISA FIZARANA V</i>	0	404 084 215
FITAMBARAMBENY	6 062 386 936	6 062 386 936

III. FEPETRA MANOKANA

ANDININY FAHA-16

Ankatoavina ireo didim-panjakana manova ny sorabola ho fampandehanan-draharaha sy fampiasam-bolam-panjakana, noraisina nandritra ny taom-pampiharana ny tetibola 2013, ho fanatanterahana ny andininy faha-19 ao amin'ny Lalàna Fehizoro laharana faha-2004-007 tamin'ny 26 Jolay 2004 mikasika ny Lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana.

ANDININY FAHA-17

Mba hanatontosana ireo vinavinan'asa isan-tsokajiny ho fampandrosoana dia omena alàlana ny Governemanta hindrambola amin'ireo mpiara-miombon'antoka ara-teknika sy ara-bola avy any ivelany, hatramin'ny **600 000 000 Arivo Ariary**, amin'ny taona 2014.

ANDININY FAHA-18

Noforonina ny "Mission": "060-Fampihavanana Malagasy" eo anivon'ny Andrim-panjakana "06- Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy" sy ireo Fandaharan'asa mifandraika aminy.

ANDININY FAHA-19

Ao anatin'ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana ho amin'ny taona 2014 dia hampitoviana lenta ny fikarakarana ny fangatahana antoka amin'ny Fanjakana avy amin'ireo mpindrambola mba hialana amin'ny fitongilanana.

Araka ny politika mifototra amin'ny fitsitsiana sy ny fanatsarana ny fitantanana, ny antoka omen'ny Fanjakana ho amin'ny taona 2014 dia ferana 0 Ariary.

ANDININY FAHA-20

Ekena ho fandania sy fidiram-bola raikitra ary azo heverina ho ara-dalana ny fikirakirana natao tamin'ny taom-piasana 2011 sy ny teo alohany voalaza manaraka ireto :

- ny vola niditra ary nampidirina ho ao amin'ny compte d'imputation provisoire;
- ny fandania izay natao ary nampidirina ho ao amin'ny compte d'imputation provisoire ; ary
- ny écritures d'ordre vokatry ny fiovan'ny Plan Comptable des Opérations Publiques.

Ekena ho fandania sy fidiram-bola raikitra ny fikirakirana natao tamin'ny taom-piasana 2012 manaraka ireto :

- ny vola niditra ary nokilasiona ho ao amin'ny compte d'imputation provisoire;
- ny fandania izay natao ary nokilasiona ho ao amin'ny compte d'imputation provisoire ; ary
- ny écritures d'ordre vokatry ny fiovan'ny Plan Comptable des Opérations Publiques.

Torolalana raisin'ny Minisitera no entina mampihatra ireo fepetra ireo.

ANDININY FAHA-21

Manomboka amin'ny taona 2014, dia hisokatra ao amin'ny « Payeur Général d'Antananarivo », ny kaonty manokana antsoina hoe: "Frais de Justice Pénales et Assimilées amin'ny anaran'ny Minisiteran'ny Fitsarana".

Ny fepetra hitantanana an'io kaonty io dia ho faritan'ny didim-panjakana.

ANDININY FAHA-22

Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika izao Volavolan-dalàna izao. Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha

Andry Nirina RAJOELINA

Hita hatovana amin'ny

**Didim-panjakana laharana faha- 2013-793
tamin'ny 23 Oktobra 2013**

**Avy amin'ny Praiministra,
Lehiben'ny Governemanta**

Jean Omer BERIZIKY